

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1174

9 mai 2014

SOMMAIRE

Aismare Lux Holdings	56310	Luxempart Capital Partners, SICAR, S.A.	56307
B.A. Domicili S.à r.l.	56320	Luxvalor Management S.A.	56312
Biostime Luxembourg S.à r.l.	56312	Lyotre Property S.A.	56311
ColKart Investment II SCS	56322	Maman Group S.à r.l.	56331
Columeta S.à r.l.	56351	Marcol Europe S.A.	56309
Commercial Real Estate Loans SCA	56324	Marcol Europe S.A.	56309
Effequatro S.A.	56352	Matrix Plymouth S.A.	56306
Gubernantia S.à r.l.	56320	Medest S.A.	56309
Hartung Internationale Transporte G.M.B.H.	56311	Medest S.A.	56308
Heinz Finance (Luxembourg) S.à r.l.	56311	MGE Vernon S.à r.l.	56307
Lagunare S.A.	56310	Middagkrans S.à r.l.	56308
LIB Holdings S.A.	56310	Mikek S.à r.l.	56308
Link Consult S.A.	56306	MMD Investment S.A.	56308
LINSTER-bureautique S.à r.l.	56310	Morgan Stanley Eder S.à r.l.	56331
LINSTER-bureautique S.à r.l.	56310	MSI Alpha S.à r.l.	56309
Logicor Holdco II S.à r.l.	56311	MStar Holdings Lux S.à r.l.	56312
Logicor Pledgeco II S.à r.l.	56312	Prologis European Holdings XXIV S.à r.l.	56352
Lunar Hereford S.à r.l.	56306	Sephir Participation S.à r.l.	56306
Lunar Stretford S.à r.l.	56307	Volkswagen Finance Luxembourg S.A.	56332
Lux 22 Starlight GBP S.à r.l.	56307		
Lux 30 Starlight EUR S.à r.l.	56307		

Matrix Plymouth S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 123.098.

Suite aux résolutions prises par les actionnaires de La Société en date du 17 mars 2014:

Élection des personnes suivantes pour le rôle d'administrateurs de La Société avec date effective le 17 mars 2014:

- Monsieur Ivo Hesmondhalgh, né le 24 novembre 1956, à New York, employé privé, demeurant professionnellement au 42 Leinster Gdns, Londres W2 3AN, Royaume Uni, pour une période déterminée de 6 années.

En date du 17 mars 2014 les administrateurs suivant ont déposé leurs démissions:

- Démission de Monsieur Philip Gittins en tant qu'administrateur de La Société avec effet au 17 mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014038928/15.

(140044797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2014.

Sephir Participation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 251.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 166.410.

En date du 16 mai 2012, l'associé unique Fondations Capital I S.C.A, SICAR, avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a transféré 582 parts sociales à NOMINOË avec siège social au 7, rue de Talleyrand, 75007 Paris, France, qui les acquiert.

En conséquence, les associés de la société sont les suivants:

- Fondations Capital I S.C.A, SICAR, précité, avec 250,418 parts sociales

- NOMINOË, précité, avec 582 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 mars 2014.

Référence de publication: 2014038435/16.

(140043862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2014.

Lunar Hereford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 174.260.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014036491/10.

(140041292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Link Consult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8813 Bigonville, 14, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 109.324.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A R.L.

Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN

Isabelle PHILIPPIN

Référence de publication: 2014036509/13.

(140041569) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Lunar Stretford S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 174.259.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014036492/10.

(140041301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Lux 22 Starlight GBP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 179.499.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036494/10.

(140041750) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Lux 30 Starlight EUR S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 181.209.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036495/10.

(140041746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Luxempart Capital Partners, SICAR, S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 51.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036496/10.

(140041756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

MGE Vernon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 121.951.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 18 février 2014

Le siège social a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-1857 Luxembourg, 5, rue du Kiem avec effet au 1^{er} novembre 2013.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MGE Vernon S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014036559/14.

(140041906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

MMD Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 112.326.

Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de manière extraordinaire le 3 mars 2014

Neuvième résolution:

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de la société du 11A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 11, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MMD INVESTMENT S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2014036565/14.

(140041772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Medest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 52.885.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre en considération ma démission de ma fonction d'administrateur de votre société, MEDEST S.A.(RCS B52885), avec effet immédiat.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES & PARTNERS S.A.

Référence de publication: 2014036544/11.

(140041584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Middagkrans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 48, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 184.778.

Suite à la cession de parts sociales intervenue en date du 24 février 2014 entre Exequitive Partners S.A., une société anonyme constituée et existante sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, et enregistrée au Registre de Commerce et Société du Luxembourg sous numéro B 174367 et Saruni Invest B.V. une société constituée et existante sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au 55A, Amsterdamsestraatweg, 3744 MA Baarn, Pays-Bas et enregistrée auprès de Dutch Kamer van Koophandel sous numéro 31040068, les 1,250,000 parts sociales de la Société sont désormais détenues comme suit:

- Saruni Invest B.V. est l'associé unique de la Société à compter du 24 février 2014 et détient les 1,250,000 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Middagkrans S.à r.l.
Joost Anton Mees

Référence de publication: 2014036530/19.

(140041313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Mikek S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9050 Ettelbruck, 44, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 91.676.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036562/10.

(140041843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Medest S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 52.885.

Nous CH INTERNATIONAL (Luxembourg) SARL, domiciliataire de la société MEDEST S.A. (RCS Luxembourg B52885) sise 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, dénonçons avec effet immédiat le siège social de la société MEDEST S.A. (RCS Luxembourg B52885) sise 25A, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 07/03/2014.

Référence de publication: 2014036547/11.

(140041925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Marcol Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.592.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Pour: MARCOL EUROPE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Christine Racot

Référence de publication: 2014036540/15.

(140041445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Marcol Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 108.592.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Pour: MARCOL EUROPE S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Christine Racot

Référence de publication: 2014036541/15.

(140041446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

MSI Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 125.174.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

Pour MSI Alpha S.à r.l.

Représentée par M. Julien François

Gérant de classe B

Référence de publication: 2014036574/13.

(140041688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Lagunare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1361 Luxembourg, 9, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.
R.C.S. Luxembourg B 157.149.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036502/10.

(140041717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

LIB Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 51.507.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036507/10.

(140041815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

LINSTER-bureautique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 20, Zone d'Activités Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 6.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036510/9.

(140041764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

LINSTER-bureautique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 20, Zone d'Activités Bourmicht.
R.C.S. Luxembourg B 6.631.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036511/9.

(140041765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Aismare Lux Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 28.494,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 176.544.

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique en date du 1^{er} mars 2014 que:

- Monsieur John Simmonds a démissionné de sa fonction de Gérant de classe A de la société avec effet au 1^{er} mars 2014.

- Madame Jennifer Bingham, née le 25 août 1952 à Calcutta, Inde et résident professionnellement au 34A Station Road, Cuffley, Potters Bar, Hertfordshire, EN6 4HE, Royaume-Uni, est nommée Gérant de classe A de la société avec effet au 1^{er} mars 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Munsbach, le 12 mars 2014.

Référence de publication: 2014036830/16.

(140042343) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2014.

Hartung Internationale Transporte G.M.B.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 8, rue Goell.
R.C.S. Luxembourg B 159.512.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014036433/10.

(140041718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Heinz Finance (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 415.386.399,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 149.974.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014036434/10.

(140041389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Logicor Holdco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.920.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 13 février 2014

En date du 13 février 2014, l'actionnaire de la Société a pris la résolution suivante:

- de changer de nom de Lima Logistics Pledgeco S.à r.l. à Logicor Pledgeco II S.à r.l.

L'actionnaire de la Société est désormais:

(1) Logicor Pledgeco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182.919;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014036488/19.

(140041430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Lyotre Property S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 152.112.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 28 février 2014

A démissionné de son poste de commissaire aux comptes, avec effet immédiat:

- Monsieur Benoît de FROIDMONT, demeurant professionnellement au 18, rue Robert Stümper, L - 2557 Luxembourg;

Est nommé commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2017:

- Audit Lux S.à r.l., 18, rue Robert Stümper L-2557 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036519/15.

(140041715) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Logicor Pledgeco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 182.919.

—
Extrait des résolutions prises par l'actionnaire de la Société le 13 février 2014

En date du 13 février 2014, l'actionnaire de la Société a pris la résolution suivante:

- de changer de nom de Lima Logistics Topco S.à r.l. à Logicor Topco II S.à r.l.

L'actionnaire de la Société est désormais:

(1) Logicor Topco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social à l'adresse suivante: 2-4 rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 182.917;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014036489/19.

(140041451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Luxvalor Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 142.369.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014036518/10.

(140041481) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

MStar Holdings Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 13.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 168.785.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036573/10.

(140041754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Biostime Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 186.057.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, the twentieth of March,

Before, Maître Karine REUTER, civil law notary, residing in Petange (Luxemburg)

THERE APPEARED:

Biostime Europe Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15 rue Edward Steichen, Fourth Floor, L-2540, Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies;

here represented by Mrs An-An SCHONG

by virtue of a power of attorney, given in Luxembourg.

Said power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), which is hereby incorporated.

Art. 1. Name. There exists a private limited liability company (*société à responsabilité limitée*) by the name of "Biostime Luxembourg S.à r.l." (the Company). The Company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Corporate object. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person, in each case to the extent those activities are not considered as regulated activities of the financial sector.

The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may buy, sell, exchange, lease, hire, rent and manage any patents, trademarks or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever which it holds from time to time.

The Company may license the use and/or the right to exploit any patents, trademarks or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever which it holds from time to time.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its corporate object.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the shareholder (s) acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the manager/board of managers of the Company.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad by a resolution of the manager or the board of managers. If the manager or the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 5. Share capital. The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares having a nominal value of EUR 1 (one euro) each.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by decision of the shareholders' meeting, in accordance with paragraph 2 of article 15 of these Articles.

Art. 7. Profit sharing. Each share entitles the owner to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 8. Indivisible shares. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of shares. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares *inter vivos* to third parties must be authorised by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Law will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect and such redemption results from a reduction of the share capital of the Company.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the Articles shall apply in accordance with article 15 of these Articles.

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders will not terminate the Company to an end

Art. 12. Management. The Company shall be managed by a board of managers composed of three (3) managers comprising: two (2) class A managers and one (1) class B manager. The managers need not to be shareholders. The managers are appointed, revoked and replaced by a decision of the general meeting of the shareholders, adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The general meeting of the shareholders may at any time and ad nutum (without cause) dismiss and replace the manager or, in case of plurality, any one of them.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name and on behalf of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article 12 have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of a class A manager and a class B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, any manager may sub-delegate his powers for specific tasks to one or several ad hoc agents with the consent of the class A manager. The manager, or in case of plurality of managers, the delegating manager will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency, with the consent of the class A manager.

In the case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The board of managers can deliberate or act validly only if at least the majority of its members is present or represented at a meeting of the board of managers. All meetings of the board of managers shall be held in Luxembourg and, except as expressly stated below, all managers shall be physically present at such meetings.

A chairman pro tempore of the board of managers may be appointed by the board of managers for each board meeting of the Company. The chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the board of managers for which he has been appointed. The board of managers will appoint a chairman pro tempore, if one is appointed, by vote of the majority of the managers present or represented at the board meeting.

In the case of plurality of managers, written notice of any meeting of the board of managers will be given to all managers, in writing or by telefax or electronic mail (e-mail), at least 24 (twenty-four) hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency. A meeting of the board of managers can be convened by any manager. This notice may be waived if all the managers are present or represented, and if they state that they have been informed on the agenda of the meeting. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

A manager may act at a meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax or electronic mail (e-mail) another manager as his proxy. In urgent circumstances, a manager may also participate in a meeting of the board of managers by conference call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the managers taking part in the meeting to be identified and to deliberate, with such meeting being initiated and chaired in Luxembourg. In such case, the participation by a manager in a meeting by such means of communication shall be deemed to be a participation in person at such meeting and the meeting shall be deemed to be held at the registered office of the Company in Luxembourg. The decisions of the board of managers will be recorded in minutes to be held at the registered office of the Company and to be signed by the managers attending, or by the chairman of the board of managers, if one has been appointed. Proxies, if any, will remain attached to the minutes of the relevant meeting.

In urgent circumstances, a resolution of the board of managers may also be passed in writing in which case the minutes shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every manager. The date of such circular resolutions shall be the date of the last signature. A meeting of the board of managers held by way of such circular resolutions is deemed to be held in Luxembourg.

Art. 13. Liability of the manager(s). The manager or the managers (as the case may be) assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/them in the name of the Company.

Art. 14. General meetings of the shareholders. General meetings of the shareholder(s) may be held at such place in Luxembourg and time as may be specified in the respective notices of meeting.

As long as the Company has no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of shareholder(s) can, instead of being passed at general meetings, be passed in writing by all the shareholders. In this case, each shareholder shall be sent an explicit draft of the resolution(s) to be passed, and shall vote in writing (such vote to be evidenced by letter or telefax or electronic mail (e-mail) transmission).

Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by a majority in number of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital and the nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Law.

Art. 16. Financial year. The Company's year starts on 1st January and ends on 31st December of each year.

Art. 17. Financial statements. Each year, with reference to 31st December, the Company's accounts shall be established and the manager, or in case of plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities with an annex summarising the Company's commitments and the debts owed by its manager[s] and shareholders to the Company.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 18. Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses, represent the net profit. An amount equal to five per cent. (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent. (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends under the following conditions:

(i) the Board must draw up interim accounts;

(ii) the interim accounts must show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) within two (2) months of the date of the interim accounts, the Board must resolve to distribute the interim dividends; and

(iv) taking into account the assets of the Company, the rights of the Company's creditors must not be threatened by the distribution of an interim dividend.

If the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the Board has the right to claim the reimbursement of dividends not corresponding to profits actually earned and the shareholders must immediately refund the excess to the Company if so required by the Board.

Art. 19. Liquidation. At the time of winding up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

Art. 20. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Law, the Company needs to be audited by a statutory auditor (commissaire) if it has more than 25 (twenty-five) shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg law dated 19 December 2002 on the Luxembourg Register of Commerce and Companies and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 21. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Subscription and Payment

All shares have been subscribed by Biostime Europe Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) duly incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 15 rue Edward Steichen, Fourth Floor, L-2540 Luxembourg.

All shares have been fully paid-up by a contribution in cash, so that the sum of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is at the free disposal of the Company; evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory Provisions

The first financial year shall begin on the date hereof and it shall end on 31st December 2014.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately ONE THOUSAND SIX HUNDRED AND FIFTY EUROS.

Resolutions of the shareholder

Immediately after the incorporation, the sole shareholder representing the entire subscribed capital of the Company herewith adopted the following resolutions:

1. The number of managers is set at three (3). The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Freddy De Petter, born on 29 August 1958 in Berchem, Belgium, whose professional address is at 15, Rue Edward Steichen, 4th Floor, L-2540 Luxembourg, appointed as class A manager;

An-An Shong, born on 25 September 1984 in Taipei, Taiwan, whose professional address is at 15, rue Edward Steichen, 4th Floor, L-2540, Luxembourg, appointed as class A manager; and

Patrice Gerard Marcel Malard, born on 21 January 1954 in Vincennes, France, whose residential address is at 2 Impasse des Violettes, 31270 Cugnaux, France, appointed as class B manager.

2. The registered office is established at 15, Rue Edward Steichen, 4th Floor, L-2540 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

In witness whereof We, the undersigned notary, have set our hand and seal on the date and year first hereabove mentioned.

The document having been read to the proxyholder(s) of the appearing party, the proxyholder(s) of the appearing party signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, en date du vingt mars,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

A COMPARU:

Biostime Europe Holdings S.à r.l., une société de droit Luxembourg, avec siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en voie de formalisation, ici représentée par Madame An-An-SCHONG en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg

Ladite procuration, après paraphe ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ladite partie comparante, aux termes de la capacité avec laquelle elle agit, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer entre eux.

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Biostime Luxembourg S.à r.l." (ci-après, la Société). La société est régie par les dispositions légales luxembourgeoises, et notamment les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite, de même que par les présents statuts.

Art. 2. Objet social. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes sous forme nominative et soumise à des restrictions de transfert. La Société peut accorder tous crédits, y compris le produit de prêts et/ou émissions de valeurs mobilières, à ses filiales ou sociétés affiliées.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut acquérir, vendre, échanger, louer et gérer toute sorte de brevets, licences, marques ou toute autre sorte de droits de propriété intellectuelle de toute sorte ou origine.

Elle peut donner en licences le droit d'utiliser et/ou exploiter toute sorte de brevets, licences, marques ou toute autre sorte de droits de propriété intellectuelle de toute sorte ou origine.

La Société peut accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou susceptibles de favoriser son développement.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision d'une assemblée générale extraordinaire des associés. Il peut être transféré à l'intérieur de la commune par une décision du gérant/conseil de gérance.

La Société peut ouvrir des bureaux et succursales dans tous autres lieux du pays ainsi qu'à l'étranger. Cette décision doit toutefois être prise par le gérant unique sinon par le Conseil de gérance.

Si le gérant unique ou le conseil de gérance estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, ou économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise malgré le transfert provisoire de son siège social.

Art. 5. Capital social. Le capital social de la Société est fixé à la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cent euro) représenté par 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'associé unique sinon de l'assemblée des associés, conformément au 2^e paragraphe de l'article 15 des présents statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit pour son détenteur à une fraction, proportionnelle au nombre des parts existantes, de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 8. Parts sociales indivisibles. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de parts sociales. Toutes cessions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

La cession de parts sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi de 1915) doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de parts sociales. La Société pourra acquérir ses propres parts sociales pourvu que la Société dispose à cette fin de réserves distribuables ou des fonds suffisants, cette détention devant résulter d'une réduction du capital social de la société.

L'acquisition et la disposition par la Société de parts sociales détenues par elle dans son propre capital social ne pourra avoir lieu qu'en vertu d'une résolution et conformément aux conditions qui seront décidées par une assemblée générale de l'associé unique/des associés. Les exigences de quorum et de majorité applicables aux modifications des statuts en vertu de l'article 15 des statuts sont d'application.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique, sinon d'un des associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance. La Société est gérée par un conseil de gérance composé de trois gérants dont deux seront désignés en tant que gérants de classe A et un sera désigné gérant de classe B.

Les gérants n'ont pas besoin d'être associés.

Le ou les gérants sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

Vis-à-vis des tiers, les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Société en toutes circonstances et pour exécuter et approuver les actes et opérations en relation avec l'objet social et sous réserve du respect des dispositions du présent article 12.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, de la compétence du conseil de gérance.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Tout gérant pourra déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc, avec l'accord du gérant de classe A. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le gérant qui délègue déterminera la responsabilité du mandataire et sa rémunération (si le mandat est rémunéré), la durée de la période de représentation et n'importe quelles autres conditions pertinentes de ce mandat, avec l'accord préalable du gérant de classe A.

En cas de pluralité de gérants, les décisions du conseil de gérance seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le conseil de gérance peut délibérer ou agir valablement seulement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée lors de la réunion du conseil de gérance. Toutes les réunions du conseil de gérance se tiendront à Luxembourg et, sauf dans le cas expressément prévu ci-dessous, tous les gérants devront être physiquement présents à ces réunions.

Un président pro tempore du conseil de gérance peut être désigné par le conseil de gérance pour chaque réunion du conseil de gérance de la Société. Le président, si un président a été désigné, présidera la réunion du conseil de gérance pour laquelle il aura été désigné. Le conseil de gérance désignera un président pro tempore par vote de la majorité des gérants présents ou représentés lors du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants par écrit ou télécopie ou courriel (e-mail), au moins 24 (vingt-quatre) heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence. Une réunion du conseil de gérance pourra être convoquée par tout gérant. On pourra passer outre cette convocation si les gérants sont présents ou représentés au conseil de gérance et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter en désignant par écrit ou par télécopie ou courriel (e-mail) un autre gérant comme son mandataire.

En cas de circonstances exceptionnelles, tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou par ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés et de délibérer, une telle réunion devant être initiée et présidée à Luxembourg. Dans ce cas, la participation d'un gérant à une réunion du conseil de gérance par de tels moyens de communication sera considérée comme une participation en personne à la réunion et la réunion sera censé avoir été tenue au siège social à Luxembourg. Les décisions du conseil de gérance seront consignées dans un procès-verbal qui sera conservé au siège social de la Société et signé par les gérants présents au conseil de gérance, ou par le président du conseil de gérance, si un président a été désigné. Les procurations, s'il y en a, seront jointes au procès-verbal de la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil de gérance peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil de gérance sans exception. La date d'une telle décision circulaire sera la date de la dernière signature. Une réunion du conseil de gérance tenue par voie circulaire sera considérée comme ayant été tenue à Luxembourg.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le ou les gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Assemblées générale des associés. Des assemblées générales de l'associé unique ou des associés peuvent être tenues aux lieux et places, à Luxembourg, indiqués dans la convocation.

Tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, les résolutions de l'associé unique ou des associés pourront, au lieu d'être prises lors d'assemblées générales, être prises par écrit par tous les associés. Dans cette hypothèse, un projet explicite de la résolution ou des résolutions à prendre devra être envoyé à chaque associé, et chaque associé votera par écrit (ces votes pourront être produits par lettre, télécopie, ou courriel (e-mail)).

Art. 15. Droits de vote des associés, quorum et majorité. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que de l'accord de la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et la nationalité de la Société ne pourra être changée que de l'accord unanime de tous les associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

Art. 16. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 17. Comptes annuels. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 18. Distribution des bénéfiques, réserves. Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. L'assemblée générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 19. Liquidation. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 20. Commissaire aux comptes - réviseur d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être contrôlée par un commissaire aux comptes seulement si elle a plus de 25 (vingt-cinq) associés. Un réviseur d'entreprises doit être nommé si l'exemption prévue à l'article 69 (2) de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises n'est pas applicable.

Art. 21. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Souscription et libération

Les parts sociales ont été intégralement souscrites par Biostime Europe Holdings S.à r.l., une société de droit Luxembourg, avec siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en espèces, de sorte que la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cent euro) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Dispositions Transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à approximativement MILLE SIX CENT CINQUANTE EUROS (1.650,-).

Assemblée Générale Constitutive

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique représentant la totalité du capital souscrit a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de trois (3). Sont nommés gérants pour une durée indéterminée: Freddy De Petter, né le 29 août 1958 à Berchem (Belgique), demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 15, Rue Edward Steichen, gérant de classe A;

An-An Shong, née le 25 septembre 1984 à Taipei (Taiwan), demeurant professionnellement à L-2540 Luxembourg, 15, Rue Edward Steichen, gérant de classe A et

Patrice Gerard Marcel Malard, né le 21 janvier 1954 à Vincennes (France) demeurant à 2 Impasse des Violettes, 31270 Cugnaux, France, gérant de classe B.

2. Le siège social de la société est établi à 15, Rue Edward Steichen, 4th Floor, L-2540 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que la partie comparante l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: A-A. SCHONG, K. REUTER

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 2 avril 2014. Relation: EAC/2014/4702. Reçu soixante-quinze euros 75,-

Le Releveur (signé): M.HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME

PETANGE, le 10 avril 2014.

Référence de publication: 2014052283/401.

(140059956) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 avril 2014.

**Gubernantia S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. B.A. Domicili S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 113.135.

L'an deux mil quatorze, le vingt-sept février.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

1) ALTER DIRECTOR S.A., ayant son siège social au 50, Aquilino de la Guardia Streets, Plaza Banco General, Panama, République du Panama, immatriculée au registre des sociétés de Panama sous le numéro 671433,

ici représenté par Monsieur Bruno ABBATE, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, en vertu d'une procuration générale délivrée pardevant notaire à Panama le 7 août 2009; et

2) Monsieur Bruno ABBATE, réviseur d'entreprises et gérant de sociétés, né le 2 septembre 1965 à Santa Maria di Capua (I), demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Laquelle procuration, paraphée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Ils sont les seuls associés de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination de «B.A. Domicili S.à r.l.» avec siège social au 2, Place de Strasbourg, L-2560 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113.135.

- La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 28 décembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 644 du 29 mars 2006 dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 14 septembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N° 2066 du 21 octobre 2009.

- Le capital social de cette société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR), divisé en cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

Les Associés déclarent que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Modification de la dénomination sociale en «GUBERNANTIA S.à r.l.»; modification correspondante de l'article 2 des statuts sociaux;

2) Modification de l'objet social et modifications correspondantes de l'article 3 des statuts sociaux afin de lui donner désormais la teneur suivante:

«La Société a pour objet le conseil économique consistant dans la prestation, à titre professionnel, de services et d'intermédiation en matière micro et macro-économique ainsi qu'en gestion d'entreprises et toutes prestations de services annexes ou complémentaires à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

La Société pourra également effectuer toute prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange, ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés à Luxembourg ou dans tous autres pays.

La Société pourra aussi exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations, sans toutefois faire appel public à l'épargne.»;

3) Modification de l'adresse du siège social afin qu'il soit désormais fixé au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen; modification correspondante de l'article 5 des statuts sociaux;

4) Autorisation de deux cessions de parts sociales;

5) Divers.

Ceci ayant été déclaré, les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination sociale à partir de ce jour, pour adopter celle de «GUBERNANTIA S.à.r.l.».

L'assemblée générale décide par conséquent de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société prend la dénomination de GUBERNANTIA S.à.r.l.».

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social, pour adopter dorénavant l'objet social suivant de sorte que l'article 3 des statuts se lira désormais comme suit:

« **Art. 3.** La Société a pour objet le conseil économique consistant dans la prestation, à titre professionnel, de services et d'intermédiation en matière micro et macro-économique ainsi qu'en gestion d'entreprises et toutes prestations de services annexes ou complémentaires à des sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

La Société pourra également effectuer toute prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange, ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés à Luxembourg ou dans tous autres pays.

La Société pourra aussi exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de ses objets.

La Société peut emprunter sous toutes formes et procéder à l'émission d'obligations, sans toutefois faire appel public à l'épargne.».

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier à partir d'aujourd'hui l'adresse du siège social pour fixer cette dernière à L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

L'assemblée générale décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi à Strassen.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la commune de Strassen par simple décision du gérant.».

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'autoriser une cession de parts sociales signée sous seing privé en date du 24 février 2014, par laquelle Monsieur Bruno ABBATE, préqualifié, a cédé les soixante-quatre (64) parts sociales de catégorie B qu'il détenait dans le capital social de la Société, à la société anonyme ZUTTINI PARTECIPAZIONE S.A., avec siège social à L-2227 Luxembourg, 12, avenue de la Porte-Neuve, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.792.

L'assemblée générale décide d'autoriser également une cession de parts sociales signée sous seing privé en date du 24 février 2014, par laquelle la société de droit panaméen ALTER DIRECTOR S.A., préqualifiée, a cédé les soixante et une (61) parts sociales de catégorie A qu'elle détenait dans le capital social, à la société anonyme ZUTTINI PARTECIPAZIONE S.A., préqualifiée.

Ces cessions de parts sociales ont été effectuées de l'accord de tous les associés et, pour autant que de besoin, acceptées pour la Société par son gérant Monsieur Bruno ABATTE, préqualifié.

Suite aux cessions qui précèdent, la société anonyme ZUTTINI PARTECIPAZIONE S.A., préqualifiée, devient Associé Unique et détient toute les cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (100.- EUR) chacune, de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, l'assemblée a été close.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge à raison de ces résolutions, à environ mille six cents euros (1.600.- EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: B. Abbate et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 mars 2014. Relation: LAC/2014/9663. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 6 mars 2014.

Référence de publication: 2014035761/113.

(140040673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

ColKart Investment II SCS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 185.073.

EXTRACT

Pursuant to a partnership agreement dated 25 February 2014 (i) Colony Luxembourg S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg and a share capital of EUR 12,600, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 88. 540 ("Colony Luxembourg") and (ii) Colony Retail Europe III S.à r.l. (previously ColKart Genpar S.à r.l.), a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg and a share capital of EUR 12,600, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.004 ("Colony Retail Europe III") have incorporated a Luxembourg common limited partnership (société en commandite simple) under the corporate name of ColKart Investment II S.C.S. (the "Partnership").

- Colony Retail Europe III is the unlimited partner, jointly and severally liability for all the obligations of the Partnership.
- The corporate object of the Partnership is the following:

The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Partnership may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

The Partnership may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not.

The Partnership may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Partnership will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required license. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Partnership will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required license. The Partnership may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Partnership may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Partnership against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Partnership may also invest in real estate and / or all types of real estate rights, and directly or indirectly operate and develop them. The Partnership may sell, assign or otherwise dispose of part or all of its real estate assets or rights.

The Partnership may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

- The registered office of the Partnership is set at 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.
- Colony Retail Europe III is the manager of the Partnership (the "Manager").

The Manager will have the broadest powers to administer and manage the Partnership, to act in the name of the Partnership in all circumstances, and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Partnership's corporate object

The Partnership shall be bound by the sole signature of the Manager.

- The Partnership was established on 25 February 2014 for an unlimited period of time.

Suit la traduction française du texte qui précède:

Par contrat social du 25 février 2014 (i) Colony Luxembourg S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg et un capital social de EUR 12.600, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 88.540 («Colony Luxembourg») et (ii) Colony Retail Europe III S.à r.l. (précédemment ColKart Genpar S.à r.l.), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg et un capital social de EUR 12.600, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg sous le numéro B 182.004 («Colony Retail Europe III») ont constitué une société en commandite simple de droit luxembourgeois ayant pour dénomination ColKart Investment II S.C.S. (la «Société»).

- Colony Retail Europe III est l'associé commandité de la Société, responsable indéfiniment et solidairement des engagements sociaux.

- L'objet de la Société est le suivant:

L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non.

La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

La Société pourra aussi investir dans l'immobilier et/ou tous types de droits immobiliers, et directement ou indirectement les exploiter et les développer. La Société pourra vendre, céder ou autrement disposer d'une partie ou de tous ses avoirs ou droits immobiliers.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

- Le siège social de la Société a été fixé au 2-4 avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

- Colony Retail Europe III est le gérant de la Société (le «Gérant»).

Le Gérant a les pouvoirs les plus étendus pour administrer et gérer la Société, pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Gérant.

- La Société a été constituée le 25 février 2014 pour une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 février 2014.

Colony Retail Europe III S.à r.l.

Représenté par Colony Luxembourg S.à r.l.

Son gérant unique

Représentée par Pascal Leclerc / Jean-Romain Lhomme

Gérant B / Gérant A

Référence de publication: 2014035792/104.

(140040862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Commercial Real Estate Loans SCA, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 157.337.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of February.
Before Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Ms. Christel DI MARCO, employee, residing professionally in Luxembourg,

acting in her capacity as a special proxyholder of Commercial Real Estate Loans S.C.A., a Luxembourg société en commandite par actions, having its registered office at 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, incorporated on 30 November 2010 pursuant to a deed of Me Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 44 dated 10 January 2011 registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.337, whose articles of association have been amended for the last time following a deed of the undersigned notary on 13 February 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company"),

by virtue of the authority conferred on her by written resolutions adopted by the board of directors (the "Board") of Commercial Real Estate Loans General Partner S.A., a Luxembourg public limited company (société anonyme) with registered office at 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 157.317, acting as general partner of the Company (the "General Partner") on 7 January 2014, a copy of which resolutions, signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed with which it shall be formalised.

The said appearing person, acting in her said capacity, has requested the undersigned notary to record the following declarations and statements:

I. That the issued share capital of the Company is presently set at one hundred eighty-six million seven hundred eighty-five thousand four hundred twenty-three Euros (EUR 186,785,423.-) divided into (i) four (4) management shares with a value of one thousand Euros (1,000 EUR) each (the "Management Shares"), held by the General Partner, into (ii) one hundred seventy-three million four hundred twenty-six thousand eight hundred thirty-one (173,426,831) class A ordinary shares (the "Class A Ordinary Shares"), held by the class A limited shareholders (the "Class A Limited Shareholders") with a value of one Euro (1 EUR) each, (iii) thirteen million three hundred fifty thousand five hundred ninety-two (13,350,592) class A2 ordinary shares (the "Class A2 Ordinary Shares"), held by the Class A Limited Shareholders with a value of one Euro (1 EUR) each and (iv) four thousand (4,000) class B ordinary shares (the "Class B Ordinary Shares"), held by the General Partner, with a value of one Euro (1 EUR) each divided as follows:

Commercial Real Estate Loans SCA -CRE senior 1

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 28,271,327 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;
- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE senior 1

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 59,679,227 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;
- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE senior 2

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 18,482,226 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;
- 13,350,592 Class A2 Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;
- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE senior 2

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 66,994,051 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment.

II. That pursuant to article 5.4 of the Company's articles of association, the authorised capital of the Company has been fixed at seven hundred million Euros (EUR 700,000,000.-) divided into six hundred ninety nine million nine hundred ninety thousand (699,990,000) redeemable Ordinary Shares of the relevant class and compartment with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each and ten (10) management shares of the relevant compartment with a nominal value of one thousand Euros (EUR 1,000) per management share and that pursuant to the same article 5.4, the General Partner of the Company has been authorised to increase the issued share capital of the Company by the creation of new redeemable Ordinary Shares of the relevant Class and Compartment with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) per Ordinary Share.

III. That the Board of the General Partner of the Company, in the resolutions adopted on 7 January 2014, and in accordance with the authority conferred to it pursuant to article 5 of the Company's articles of association, has decided, subject to the confirmation by any one director of the General Partner of the receipt of the subscription monies, which confirmation was given on 12 February 2014, as follows:

- an increase of the issued share capital of the Company by an amount of one million Euros (EUR 1,000,000.-) by the creation and issuance of (i) five hundred eighty thousand six hundred three (580,603) new Class A Ordinary Shares, each share having a par value of one Euro (EUR 1.-), having the same rights and privileges as the already existing Class A Ordinary Shares, and (ii) four hundred nineteen thousand three hundred ninety-seven (419,397) new Class A2 Ordinary Shares, each share having a par value of one Euro (EUR 1.-), having the same rights and privileges as the already existing Class A2 Ordinary Shares.

IV. That the Board of the General Partner of the Company, in the resolutions adopted on 7 January 2014, has accepted upon satisfactory evidence of the receipt by the Company of the relevant subscription monies, which evidence was obtained on 12 February 2014, the subscription of:

(i) five hundred eighty thousand six hundred three (580,603) new Class A Ordinary Shares, together with a total share premium of five million two hundred twenty-five thousand four hundred twenty-seven Euros (EUR 5,225,427.-) in respect to the compartment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2; and

(ii) four hundred nineteen thousand three hundred ninety-seven (419,397) new Class A2 Ordinary Shares, together with a total share premium of three million seven hundred seventy-four thousand five hundred seventy-three Euros (EUR 3,774,573.-) in respect to the compartment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2.

In respect to the compartment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2 the issuance of Class A Ordinary Shares and of Class A2 Ordinary Shares as follows:

GastroSocial Pensionskasse, a company governed by the laws of Switzerland, with registered office at Bahnhofstrasse 86, CH-5001 Aarau, Switzerland ("GastroSocial"): the issuance of 45,872 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 412,848.-;

Cardif Assurance Vie SA., a société anonyme governed by the laws of France, with registered office at 1 Boulevard Haussmann F-75009 Paris, France ("Cardif"): the issuance of 131,062 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 1,179,558.-;

Vivium SA., a société anonyme existing under the laws of Belgium, with registered office at Rue Royale 153, B-1210 Bruxelles, Belgium ("Vivium"): the issuance of 65,531 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 589,779.-;

Mutex, a company existing under the laws of France with registered office at 125 avenue de Paris F-92327 Châtillon Cédex ("Mutex"): the issuance of 13,106 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 117,954.-;

La Mondiale, a company existing under the laws of France with registered office at 32 avenue Emile Zola, Mons en Baroeul, F-59896 Lille, Cédex 9, France ("La Mondiale"): the issuance of 39,318 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 353,862.-;

Codan Forsikring A/S, a company existing under the laws of Denmark with registered office at Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Codan"): the issuance of 19,659 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 176,931.-;

Forsikringsselskabet Privatsikring A/S, a company existing under the laws of Denmark with registered office at Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Forsokringsselskabet"): the issuance of 3,932 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 35,388.-;

Trygg-Hansa Försäkringsaktiebolag AB, a company existing under the laws of Sweden with registered office at Fleminggatan 18, SE-106 26 Stockholm, Sweden c/o Codan Forsikring A/S at Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Trygg-Hansa"): the issuance of 19,659 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 176,931.-;

RSA Insurance Ireland Limited, a company existing under the laws of Ireland with registered office at RSA House, Dundrum Town Center, Sandyford Road, Dundrum, Dublin 5, Ireland ("RSA Ireland"): the issuance of 13,106 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 117,954.-;

Royal & Sun Alliance Insurance PLC, a company existing under the laws of England with registered office at St Marks Court, Chart Way, Horsham, West Sussex, RH12 1XL ("Royal & Sun"): the issuance of 52,425 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 471,825.-;

Caisse Centrale de Réassurance, a company existing under the laws of France with registered office at 31 rue de Courcelles, F-75008 Paris, France ("CCR"): the issuance of 39,318 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 353,862.-;

Assurances du Crédit Mutuel Vie S.A., a company governed by the laws of France, having its registered office at 34, rue du Wacken, F-67000 Strasbourg, France ("ACM"): the issuance of 74,705 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 672,345.-;

SERENIS VIE S.A., a company governed by the laws of France, having its registered office at 34, rue du Wacken, F-67000 Strasbourg, France ("Serenis"): the issuance of 3,932 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 35,388.-;

Ageas France S.A., a company governed by the laws of France, having its registered office at 1, rue Blanche, F-75009 Paris, France ("Ageas"): the issuance of 26,212 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 235,908.-;

Aviva Vie S.A. d'Assurances Vie et de Capitalisation, a company governed by the laws of France, with registered office at 70, avenue de l'Europe, F-92270 Bois Colombes ("Aviva"): the issuance of 131,062 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 1,179,558.-;

Caisse de Vieillesse des Pharmaciens, a company governed by the laws of France, with registered office at 45, rue de Caumartin, F-75441 Paris Cédex 09 ("CAVP"): the issuance of 39,318 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 353,862.-.

Sogecap SA., a société anonyme governed by the laws of France, with registered office at 50 Avenue du Général de Gaulle, F-92093 Paris La Défense Cédex, France ("Sogecap"): the issuance of 91,744 Class A2 Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 825,696.-;

Caisse des Dépôts et Consignations - DFINF2, a company governed by the laws of France, with registered office at DFINF2 (gestion taux), 56, rue de Lille, F-75006 Paris ("CDC-DFINF2"): the issuance of 58,978 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 530,802.-;

Caisse des Dépôts et Consignations - Direction des Fonds d'Épargne, a company governed by the laws of France, with registered office at 56, rue de Lille, F-75006 Paris ("CDC-DFE"): the issuance of 52,425 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 471,825.-;

Suravenir SA, a company governed by the laws of France, with registered office at 232 rue du Général Paulet, F-29802 Brest ("Suravenir"): the issuance of 39,318 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 353,862.-;

Groupama Gan Vie SA, a company governed by the laws of France, with registered office at 8/10 rue d'Astorg, F-75008 Paris ("Groupama"): the issuance of 39,318 Class A Ordinary Shares in the respective compartment with the payment of share premium for an amount of EUR 353,862.-

That all these new Class A Ordinary Shares and Class A2 Ordinary Shares have been entirely subscribed by the aforesaid subscribers and fully paid up, together with the share premium and actualisation interest, if any, by contributions in cash to the Company as confirmed on 12 February 2014 in respect to the Fund's compartment CRE Senior 2, so that the total ten million Euros (EUR 10,000,000.-) representing the amount of the above mentioned capital increase in respect to the respective compartment for an amount of one million Euros (EUR 1,000,000.-) and comprising the payment of a share premium in an aggregate amount of nine million Euros (EUR 9,000,000.-) has been at the free disposal of the Company, as was evidenced to the undersigned notary by presentation of the supporting documents for the relevant payments.

V. That as a consequence of the above mentioned increase of the issued share capital, the first paragraph of article 5 of the articles of association is therefore amended and shall read as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The subscribed capital of the Company is fixed at one hundred eighty-seven million seven hundred eighty-five thousand four hundred twenty-three Euros (EUR 187,785,423.-) divided into (i) four (4) Management Shares with a value of one thousand Euros (1,000 EUR) each, into (ii) one hundred seventy-four million seven thousand four hundred thirty-four (174,007,434) Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, into (iii) thirteen million seven hundred sixty-nine thousand nine hundred eighty-nine (13,769,989) Class A2 Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each and into (iii) four thousand (4,000) Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each divided as follows:

Commercial Real Estate Loans SCA -CRE senior 1

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 28,271,327 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE senior 1

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 59,679,227 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE senior 2

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 19,062,829 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 13,769,989 Class A2 Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE senior 2

- 1 Management Share at one thousand Euros (1,000 EUR) held by the General Partner in the respective compartment;
- 66,994,051 Class A Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by Class A Limited Shareholders in the respective compartment;

- 1,000 Class B Ordinary Shares with a value of one Euro (1 EUR) each, held by the General Partner in the respective compartment;

all Shares being fully paid up. These Ordinary Shares are redeemable in accordance with the provisions of article 49-8 of the 1915 Law and these Articles of Incorporation."

Expenses

The expenses, incumbent on the company and charged to it by reason of the present deed, are estimated at approximately four thousand six hundred euros (4,600.-EUR).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. Upon request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze le treizième jour de février.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire, de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Madame Christel DI MARCO, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Commercial Real Estate Loans S.C.A., une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, constituée le 30 novembre 2010 suivant acte du notaire Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché du Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations, numéro 44 en date du 10 janvier 2011, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.337, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire instrumentant en date du 13 février 2014, pas encore publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations (la «Société»),

en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par résolutions écrites adoptées par le conseil d'administration (le «Conseil») de Commercial Real Estate Loans General Partner S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.317, agissant en qualité d'associé commandité de la Société (l'«Associé Commandité»), en date du 7 janvier 2014, une copie desdites résolutions, après avoir été signées "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec ce dernier aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, agissant en ladite qualité, a requis le notaire instrumentant de documenter les déclarations et constatations suivantes:

I. Que le capital social émis de la Société s'élève actuellement à cent quatre-vingt-six millions sept cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent vingt-trois Euros (EUR 186.785.423,-), représenté par (i) quatre (4) actions de commandité (les «Actions de Commandité») détenues par l'Associé Commandité, ayant une valeur nominale de mille Euro (EUR 1.000,-) chacune, (ii) cent soixante-treize millions quatre cent vingt-six mille huit cent trente-et-une (173,426,831) actions ordinaires de classe A (les «Actions Ordinaires de Classe A») détenues par les actionnaires commanditaires de classe A (les «Actionnaires Commanditaires de Classe A»), ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, (iii) treize millions trois cent cinquante mille cinq cent quatre-vingt-douze (13,350,592) actions ordinaires de classe A2 (les «Actions Ordinaires de Classe A2») détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune et (iv) quatre mille (4.000) actions ordinaires de classe B (les «Actions Ordinaires de Classe B») détenues par l'Associé Commandité, ayant une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, réparties comme suit:

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 1

- 1 Action de Commandité d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-), détenue par l'Associé Commandité, relative au compartiment susmentionné;

- 28.271.327 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné,

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE Senior 1

- 1 Action de Commandité d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-), détenue par l'Associé Commandité, relative au compartiment susmentionné;

- 59.679.227 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné,

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2

- 1 Action de Commandité d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-) détenue par l'Associé Commandité, relative au compartiment susmentionné;

- 18.482.226 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 13.350.592 Actions Ordinaires de Classe A2 d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné,

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE Senior 2

- 1 Action de Commandité d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000,-), détenue par l'Associé Commandité, relative au compartiment susmentionné;

- 66.994.051 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné.

II. Qu'en vertu de l'article 5.4 des statuts de la Société, le capital autorisé de la Société a été fixé à sept cent millions d'Euros (EUR 700.000.000,-), divisé en six cent quatre-vingt-dix-neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix mille (699.990.000) Actions Ordinaires rachetables de la classe et du compartiment concerné d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune et de dix (10) actions de commandité du compartiment concerné d'une valeur nominale de mille Euros (EUR 1.000) par action commandité et qu'en vertu de ce même article 5.4, l'Associé Commandité de la Société est autorisé à augmenter le capital social de la Société par la création de nouvelles Actions Ordinaires rachetables de la classe et du compartiment concerné d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) par Action Ordinaire.

III. Que le Conseil de l'Associé Commandité de la Société, dans les résolutions adoptées le 7 janvier 2014 et en conformité avec les pouvoirs qui lui sont conférés en vertu de l'article 5 des statuts de la Société, a décidé, sous réserve de la confirmation par l'un des administrateurs de l'Associé Commandité de la réception des fonds de souscription, laquelle confirmation est intervenue le 12 février 2014:

- une augmentation du capital social émis de la Société à concurrence de un million d'Euros (EUR 1.000.000,-) par la création et l'émission de (i) cinq cent quatre-vingt mille six cent trois (580.603) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les Actions Ordinaires de Classe A existantes et (ii) quatre cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (419.397) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A2, d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les Actions Ordinaires de Classe A2 existantes.

IV. Que le Conseil de l'Associé Commandité de la Société, dans les résolutions adoptées le 7 janvier 2014 a accepté, sur preuve de la réception par la Société des fonds de souscription, laquelle preuve a été donnée le 12 février 2014, la souscription de

(i) cinq cent quatre-vingt mille six cent trois (580.603) nouvelles Actions Ordinaires de Class A, ainsi que le paiement d'une prime d'émission totale de cinq millions deux cent vingt-cinq mille quatre cent vingt-sept Euros (EUR 5.225.427,-) concernant le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2; et

(ii) quatre cent dix-neuf mille trois cent quatre-vingt-dix-sept (419.397) nouvelles Actions Ordinaires de Classe A2, ainsi que le paiement d'une prime d'émission totale de trois millions sept cent soixante-quatorze mille cinq cent soixante treize Euros (EUR 3.774.573,-) concernant le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2.

Concernant le compartiment Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2, l'émission d'Actions Ordinaires de Classe A et d'Actions Ordinaires de Classe A2 comme suit:

GastroSocial Pensionskasse, une société soumise aux lois Suisses, ayant son siège social au Bahnhofstrasse 86, CH-5001 Aarau, Switzerland ("GastroSocial"): l'émission de 45.872 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 412.848,-;

Cardif Assurance Vie SA., une société anonyme soumise aux lois françaises, ayant son siège social au 1, Boulevard Haussmann F-75009 Paris, France ("Cardif"): l'émission de 131.062 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 1.179.558,-;

Vivium SA., a une société anonyme soumise aux lois Belges, ayant son siège social au Rue Royale 153, B-1210 Bruxelles, Belgique ("Vivium"): l'émission de 65.531 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 589.779,-;

Mutex, une société anonyme soumise aux lois françaises, ayant son siège social au 125 avenue de Paris F-92327 Châtillon Cédex ("Mutex"): l'émission de 13.106 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 117.954,-;

La Mondiale, une société soumise aux lois françaises, ayant son siège social au 32 avenue Emile Zola, Mons en Baroeul, F-59896 Lille, Cédex 9, France ("La Mondiale"): l'émission de 39.318 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 353.862,-;

Codan Forsikring A/S, une société soumise aux lois du Danemark, ayant son siège social au Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Codan"): l'émission de 19.659 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 176.931,-;

Forsikringselskabet Privatsikring A/S, une société soumise aux lois du Danemark, ayant son siège social au Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Forsokringselskabet"): l'émission de 3.932 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 35.388;

Trygg-Hansa Försäkringsaktiebolag AB, une société soumise aux lois Suédoises, ayant son siège social au Flemminggatan 18, SE-106 26 Stockholm, Sweden c/o Codan Forsikring A/S au Gammel Kongevej 60, DK-1790 Copenhagen, Denmark ("Trygg-Hansa"): l'émission de 19.659 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 176.931,-;

RSA Insurance Ireland Limited, une société soumise aux lois de l'Irlande, ayant son siège social au RSA House, Dundrum Town Center, Sandford Road, Dundrum, Dublin 5, Ireland ("RSA Ireland"): l'émission de 13.106 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 117.954,-;

Royal & Sun Alliance Insurance PLC, une société soumise aux lois du Royaume Uni, ayant son siège social au St Marks Court, Chart Way, Horsham, West Sussex, RH12 1XL ("Royal & Sun"): l'émission de 52.425 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 471.825,-;

Caisse Centrale de Réassurance, une société soumise aux lois françaises, ayant son siège social au 31 rue de Courcelles, F-75008 Paris, France ("CCR"): l'émission de 39.318 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 353.862,-;

Assurances du Crédit Mutuel Vie S.A., une société soumise aux lois de France, dont le siège social est situé au 34, rue du Wacken, F-67000 Strasbourg, France ("ACM"): l'émission de 74.705 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 672.345,-;

SERENIS VIE S.A., une société soumise aux lois de France, dont le siège social est situé au 34, rue du Wacken, F-67000 Strasbourg, France ("Serenis"): l'émission de 3.932 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 35.388,-;

Ageas France S.A., une société soumise aux lois de France, dont le siège social est situé au 1, rue Blanche, F-75009 Paris, France ("Ageas"): l'émission de 26.212 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 235.908,-;

Aviva Vie S.A. d'Assurances Vie et de Capitalisation, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social au 70, avenue de l'Europe, F-92270 Bois Colombes ("Aviva"): l'émission de 131.062 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 1.179.558,-;

Caisse de Vieillesse des Pharmaciens, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social au 45, rue de Caumartin, F-75441 Paris Cédex 09 ("CAVP"): l'émission de 39.318 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 353.862,-;

Sogecap SA., une société anonyme soumise aux lois françaises, ayant son siège social au 50 Avenue du Général de Gaulle, F-92093 Paris La Défense Cédex, France ("Sogecap"): l'émission de 91.744 Actions Ordinaires de Classe A2 relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 825.696,-.

Caisse des Dépôts et Consignations - DFINF2, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social à DFINF2 (gestion taux), 56, rue de Lille, F-75006 Paris ("CDC-DFINF2"): l'émission de 58.978 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 530.802,-;

Caisse des Dépôts et Consignations - Direction des Fonds d'Épargne, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social au, 56, rue de Lille, F-75006 Paris ("CDC-DFE"): l'émission de 52.425 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 471.825,-.

Suravenir SA, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social au 232 rue du Général Paulet, F-29802 Brest ("Suravenir"): l'émission de 39.318 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 353.862,-;

Groupama Gan Vie SA, une société soumise aux lois de France, ayant son siège social au 8/10 rue d'Astorg, F-75008 Paris ("Groupama"): l'émission de 39.318 Actions Ordinaires de Classe A relatives au compartiment susmentionné avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 353.862,-.

Que toutes les nouvelles Actions Ordinaires de Classe A et Actions Ordinaires de Classe A2 ont été entièrement souscrites par les souscripteurs susnommés et libérées intégralement, avec une prime d'émission et des intérêts d'actualisation, le cas échéant, par des versements en numéraire à la Société, lesquels ont été confirmés le 12 février 2014 concernant le compartiment CRE Senior 2 de sorte que la somme totale de dix millions d'Euros (EUR 10.000.000,-), représentant le montant de la susdite augmentation du capital social du compartiment cité ci-dessus pour un montant de un million d'Euros (EUR 1.000.000,-) et incluant le paiement d'une prime d'émission pour un montant total de neuf millions d'Euros (EUR 9.000.000,-) se trouvait à la libre disposition de la Société, tel que démontré au notaire instrumentant par la présentation des pièces justificatives de libération.

V. Que suite à la réalisation de l'augmentation du capital social susmentionnée, le premier alinéa de l'article 5 des Statuts est modifié en conséquence et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital souscrit de la Société est fixé à cent quatre-vingt-sept millions sept cent quatre-vingt-cinq mille quatre cent vingt-trois Euros (187.785.423,-EUR) représenté par (i) quatre (4) Actions de Commandité ayant une valeur nominale de mille Euros (1.000 EUR) chacune, (ii) cent soixante-quatorze millions sept mille quatre cent trente-quatre (174.007.434) Actions Ordinaires de Classe A ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, (iii) treize millions sept cent soixante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-neuf (13.769.989) Actions Ordinaires de Classe A2 ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, et (iv) quatre mille (4.000) Actions Ordinaires de Classe B, ayant une valeur nominale de un Euro (1 EUR) chacune, réparties comme suit:

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 1

- 1 Action de Commandité à mille Euros (1.000 EUR) détenue par l'Associé Commandité, relative au compartiment susmentionné;

- 28.271.327 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE Senior 1

- 1 Action de Commandité à mille Euros (1.000 EUR) détenue par l'Associé Commandité relative au compartiment susmentionné;

- 59.679.227 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité, relatives au compartiment susmentionné;

Commercial Real Estate Loans SCA - CRE Senior 2

- 1 Action de Commandité à mille Euros (1.000 EUR) détenue par l'Associé Commandité relative au compartiment susmentionné;

- 19.062.829 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 13.769.989 Actions Ordinaires de Classe A2 d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité relatives au compartiment susmentionné;

Commercial Real Estate Loans SCA - AXA CRE Senior 2

- 1 Action de Commandité à mille Euros (1.000 EUR) détenue par l'Associé Commandité relative au compartiment susmentionné;

- 66.994.051 Actions Ordinaires de Classe A d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par les Actionnaires Commanditaires de Classe A, relatives au compartiment susmentionné;

- 1.000 Actions Ordinaires de Classe B d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1,-) chacune, détenues par l'Associé Commandité relatives au compartiment susmentionné;

toutes ces Actions étant entièrement libérées. Ces Actions Ordinaires sont rachetables en conformité avec les dispositions de l'article 49-8 de la Loi de 1915 et des Statuts».

Frais

Les frais incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille six cent euros (4.600.-EUR).

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction française. À la requête du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire par ses noms, prénom usuels, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. DI MARCO, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 février 2014. Relation: LAC/2014/7707. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014036306/426.

(140041374) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Maman Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 17.012.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 172.274.

—
EXTRAIT

En date du 7 mars 2014, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Monsieur Daniel Maman, résidant à Chemin de la Valleyre 26, 1052 Le Mont-sur-Lausanne, Suisse, est élu nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014, et ce pour une durée indéterminée; et

- Monsieur Jonathan Maman, résidant à Chemin de la Valleyre 26, 1052 Le Mont-sur-Lausanne, Suisse, est élu nouveau gérant de la Société avec effet au 1^{er} janvier 2014, et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014036525/15.

(140041532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Morgan Stanley Eder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 109.078.

Il résulte des résolutions signées de l'associé unique de la Société du 03 mars 2014 qu'il a été décidé à l'unanimité:

- d'accepter la démission de Mademoiselle Xenia Kotoula en tant que gérant de la Société avec effet au 28 Février 2014;

- de nommer en remplacement du Gérant démissionnaire et pour une durée illimitée, Monsieur Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat au 03 mars 2014; et

- de confirmer que le conseil de gérance de la Société est dorénavant composé comme suit:

* TMF Corporate Services S.A.;

- * Monsieur Jorge Iragorri Rizo;
- * Monsieur Young Chun Lee;
- * Madame Patricia Anne Morrison; et
- * Monsieur Jacob Mudde.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 mars 2014.

Pour extrait sincère et conforme

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Signataire autorisé

Référence de publication: 2014036572/25.

(140041744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Volkswagen Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 166.745.

AND

GLOBAL VW AUTOMOTIVE B.V.

PROPOSAL FOR CROSS BORDER MERGER

PROPOSAL FOR CROSS BORDER MERGER ("Proposal") dated 5 May 2014 drawn up by the Management Board of each of:

(1) Volkswagen Finance Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg, and its registered office at 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Registre de Commerce et des Sociétés under number B 166745 (the "Acquiring Company"); and

(2) Global VW Automotive a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of The Netherlands, having its seat (statutaire zetel) in Amsterdam, The Netherlands and its office address at Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam, The Netherlands and registered with the, Dutch Commercial Register (Handelsregister) under number 34257823 (the "Disappearing Company" and together with the Acquiring Company: the "Merging Companies" and each individually: a "Merging Company");

Recitals:

(A) The management boards of the Merging Companies deem a cross, border merger within the meaning of Section 2:309 in conjunction with Section 2:324 and Section 2:333b Dutch Civil Code ("DCC") and Section XIV - Mergers (Fusions) of the Luxembourg law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Law") between the Merging Companies desirable as a consequence whereof the Disappearing Company shall cease to exist and the Acquiring Company shall acquire all assets and liabilities of the Disappearing Company under a universal title of succession, (onder algemene titel) (the "Cross Border Merger"),

(B) The Cross Border Merger shall occur by (i) the execution of a deed of proceedings of an extraordinary general meeting of shareholders of the Disappearing Company in which it is resolved to implement this Cross Border Merger in front of a Dutch notary, (ii) the holding of an extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company in front of a Luxembourg notary in which it is resolved to implement the Cross Border Merger and (iii) the publication of the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company held in front of a Luxembourg notary in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, the Luxembourg official gazette (the "Memorial") (the "Completion").

(C) The Acquiring Company is the holder of all shares in the issued share capital of the Disappearing Company, as a consequence whereof the following legal provisions do not apply to the Cross Border Merger: Sections 2:326 through 328 DCC and article 261 paragraph (2) b), c) and d), articles 265 and 266, article 267 paragraph (1) d) and e), article 274 paragraph (1) b) and article 275 of the Luxembourg Law,

(D) Neither from the shareholders' register of the Disappearing Company appears, nor the management board of the Disappearing Company is acquainted with any pledge (pandrecht) on shares in the issued share capital of the Disappearing Company, or any right of usufruct (recht van vruchtgebruik) created thereon. All shares in the issued share capital of the Disappearing Company have been paid up in full.

(E) No depository receipts of shares (certificaten van aandelen) in the issued share capital of the Disappearing Company have been issued.

(F) The Disappearing Company has not issued any shares without voting rights or profit rights.

(G) None of the Merging Companies has been dissolved (ontbonden), has been declared bankrupt (in staat van faillissement verklaard) or has been granted a suspension of payments (surséance van betaling); the respective management boards of the Merging Companies are not acquainted with any intention to dissolve a Merging Company (other than by way of the Cross Border Merger) or a pending request to declare the Merging Company bankrupt or grant a suspension of payments.

(H) This Proposal has been approved by the supervisory board of the Acquiring Company on 5 May 2014. The Disappearing Company does not have a supervisory board.

(I) None of the Merging Companies has instituted a works council or co-determination council (medezeggenschapsraad) and there is no association of employees, which includes amongst its members employees of the Merging Companies or one of their subsidiaries.

The management boards of the merging companies propose:

1. to effect a Cross Border Merger within the meaning of Section 2:309 in conjunction with Section 2:324 and Section 2:333b DCC and Section XIV - Mergers (Fusions) and in particular articles 278 through 280 of the Luxembourg Law between the Merging Companies as a consequence whereof the Disappearing Company shall cease to exist and the Acquiring Company shall acquire all assets and liabilities of the Disappearing Company under a universal title of succession;

2. to grant discharge to the current members of the management board of the Disappearing Company, Mr H.D. Pötsch and Mr T. Fries, for their management of the Disappearing Company and the enterprise connected therewith.

Hereafter will follow the data of which Section 2:312 paragraph 2 and 4 in conjunction with Section 2:326 and Section 2:333d DCC and articles 261 and 278 of the Luxembourg Law require recording thereof in the Proposal. The Annex to this Proposal is considered to be part of this Proposal.

(a) Legal Form, name and registered office of the Merging Companies. Acquiring Company: Volkswagen Finance Luxembourg S.A., a public limited liability company (société anonyme) incorporated under the laws of Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxembourg, Duchy of Luxembourg.

At Completion, the legal form, the name and the registered office of the Acquiring Company will not change.

Disappearing Company: Global VW Automotive B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) incorporated under the laws of The Netherlands, having its seat (statutaire zetel) in Amsterdam, The Netherlands and its office address at Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam, The Netherlands.

(b) Articles of Association Acquiring Company. The articles of association of the Acquiring Company shall not be amended in view of the Cross Border Merger. The current articles of association of the Acquiring Company are attached to this Proposal as Annex.

(c) Rights and compensations, to be granted at the expense of the Acquiring Company pursuant to Section 2:320 DCC and article 261 f) of the Luxembourg Law. There are (i) no persons other than shareholders, who have special rights towards the Disappearing Company (such as a right to receive dividends or to acquire shares) (ii) no shareholders who have special rights (other than those resulting from the articles of association) towards the Acquiring Company or the Disappearing Company and (iii) no holders of securities other than shares in the issued capital of the Acquiring Company and the Disappearing Company. Therefore no rights and compensation will be granted at the expense of the Acquiring Company.

(d) Benefits which shall be attributed to the members of the management board or supervisory board of the Acquiring Company or members of the management board of the Disappearing Company or others in connection with the Cross Border Merger. No advantages shall be attributed to (i) the members of the management board or supervisory board of the Acquiring Company (ii) the members of the management board of the Disappearing Company (iii) the independent auditor of the Acquiring Company (iv) the auditor of the Disappearing Company or (v) others in connection with the Cross Border Merger.

(e) Intentions related to the composition of the management board and the supervisory board of the Acquiring Company after the Cross Border Merger. The current composition of the management board of the Acquiring Company is as follows:

- Mr. Frank Diethard Mitschke;
- Mr. Vincent Delva.

The current composition of the supervisory board of the Acquiring Company is as follows:

- Mr. Jochen Stich;
- Mrs. Gudrun Letzel;
- Mr. Albrecht Hermann Möhle.

The composition of the management board and supervisory board of the Acquiring Company will not change with effect as from Completion.

(f) Point in time from which (i) the operations of the Disappearing Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Acquiring Company and (ii) the financial data of the Disappearing Company shall be

accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company. As from 1 May 2014 the operations of the Disappearing Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Acquiring Company and the financial data of the Disappearing Company shall be accounted for in the annual accounts of the Acquiring Company.

(g) Intended measures in connection with the transition of ownership of shares in the capital of the Disappearing Company. There is no transition of ownership of shares in the capital of the Disappearing Company, as the Acquiring Company is the owner of all shares in the issued share capital of the Disappearing Company and the Acquiring Company does not issue any shares in its share capital pursuant to the Cross Border Merger.

(h) Intentions relating to continuation or termination of activities. The activities of the Disappearing Company shall be continued by the Acquiring Company as from Completion.

(i) Approval of the resolution to merge. The resolutions to implement the Cross Border Merger do not require approval from bodies of the Acquiring Company or the Disappearing Company apart from the approval from the supervisory board of the Acquiring Company (see recital. (H)).

(j) Influence of the Cross Border Merger on the size of the goodwill of the Acquiring Company. The size of the goodwill of the Acquiring Company will not increase or decrease pursuant to the Cross Border Merger.

(k) Influence of the Cross Border Merger on the size of the distributable reserves of the Acquiring Company. The size of the distributable reserves of the Acquiring Company shall increase with EUR 3,199,914,647.65.

(l) Employment consequence of the Cross Border Merger. The Cross Border Merger has no consequences for the employees of the Acquiring Company. A letter has been sent to the employees of the Acquiring Company informing them about the anticipated date of Completion and that the Cross Border Merger will have no impact on their employment. The Disappearing Company has no employees.

(m) Arrangements with co-determination in the Merging Companies. Neither the Disappearing Company nor the Acquiring Company has any arrangements with regard to co-determination as referred to in Section 1:1 (1) of the Act on the role of Employees at the European Company and article L. 426-1 of the Luxembourg labour code.

(n) Information on the valuation of the assets and liabilities which are merged into the Acquiring Company. The Disappearing Company applies Dutch GAAP which will - subject to any reconciliation as may be necessary - also be the basis for the valuation of the assets and liabilities to be merged into the Acquiring Company (which applies Luxembourg GAAP).

(o) Rights of creditors of the Merging Companies. According to article 268 of the Luxembourg Law, creditors of the Acquiring Company, whose claims predate the date of publication of the minutes of the extraordinary general meeting of shareholders of the Acquiring Company in front of a Luxembourg notary in which it is resolved to implement the Cross Border Merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Acquiring Company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguards of collateral for any matured and unmatured debts, where they can credibly demonstrate that due to the Cross Border Merger, the satisfaction of their claims is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the Acquiring Company.

According to article 2:316 paragraph 2 DCC each creditor of the Disappearing Company may oppose the proposed Cross Border Merger by a petition to the district court specifying the requested safeguards within one month after the day on which the filing of this Proposal has been announced in a nationally distributed newspaper in The Netherlands and in the Official State Gazette (Staatscourant). The district court shall disallow the request if the petitioner has not credibly demonstrated that the financial condition of the Acquiring Company after the Cross Border Merger will provide less safeguards for the satisfaction of his claims and that no adequate safeguards have been obtained from the Acquiring Company.

(p) Date of the annual accounts which have been used to determine the terms and conditions of the Cross Border Merger. The date of the annual accounts of the Acquiring Company and the Disappearing Company which have been used to determine the terms and conditions of the Cross Border Merger is 31 December 2013.

As the Acquiring Company is the sole shareholder of the Disappearing Company no compensation will be paid pursuant to Section 2:333h DCC and article 278 of the Luxembourg Law.

This Proposal together with any annexes referred to in it contains the entire agreement among the Merging Companies and has been signed by all the members of the management boards of the Merging Companies and all the members of the supervisory board of the Acquiring Company.

This Proposal shall be filed with (i) the Chamber of Commerce (Handelsregister) for Amsterdam, The Netherlands, (ii) the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) and (iii) be held available for inspection by shareholders at the registered offices of the Merging Companies. The filing shall be announced in a nationally distributed newspaper in The Netherlands as well as in the Official State Gazette (Staatscourant) in The Netherlands and in the Mémorial in Luxembourg.

Signature page belonging to the Cross Border Merger Proposal between Global VW Automotive B.V. as the Disappearing Company and Volkswagen Finance Luxembourg S.A. as the Acquiring Company.

Management Board of Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

F.D. Mitschke / V. Delva

Director / Director

Management Board of Global VW Automotive B.V.

H.D. Pötsch / T. Fries

Managing Director / Managing Director

Supervisory Board of Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

Supervisory Board of Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

VOORSTEL VOOR GRENDOVERSCHRIJDENDE FUSIE ("Voorstel") de dato 5 mei 2014 opgesteld door de besturen van:

Volkswagen Finance Luxembourg S.A., een naamloze vennootschap (société anonyme) opgericht naar het recht van Luxemburg, met zetel (registered office) te 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxemburg, ingeschreven in het Luxemburgse Registre de Commerce et des Sociétés onder nummer B 166745 (de "Verkrijgende Vennootschap"); en

Global VW Automotive B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid opgericht naar Nederlands recht, met statutaire zetel te Amsterdam, kantoorhoudende te Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam, ingeschreven in het Handelsregister onder nummer 34257823 (de "Verdwijvende Vennootschap" en tezamen met de Verkrijgende Vennootschap: de "Fuserende Vennootschappen" en elk afzonderlijk: een "Fuserende Vennootschap").

Overwegingen:

De besturen van de Fuserende Vennootschappen achten het wenselijk een grensoverschrijdende fusie in de zin van artikel 2:309 juncto artikel 2:324 en artikel 2:333b Nederlands Burgerlijk Wetboek ("BW") en Sections XIV - Mergers (Fusions) van de Luxemburgse wet van 10 augustus 1915 met betrekking tot commerciële vennootschappen, zoals gewijzigd ("Luxemburgs Wetboek") tot stand te brengen tussen de Fuserende Vennootschappen als gevolg waarvan de Verdwijvende Vennootschap ophoudt te bestaan en de Verkrijgende Vennootschap het vermogen van de Verdwijvende Vennootschap onder algemene titel verkrijgt (De "Grensoverschrijdende Fusie").

De Grensoverschrijdende Fusie komt tot stand door: (i) het verlijden van een akte van proces verbaal van een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Verdwijvende Vennootschap waarin wordt besloten tot de Grensoverschrijdende Fusie ten overstaan van een Nederlandse notaris (ii) het houden van een buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap waarin wordt besloten tot de Grensoverschrijdende Fusie ten overstaan van een Luxemburgse notaris en (iii) de openbaarmaking van de notulen van de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap welke werd gehouden ten overstaan van een Luxemburgse notaris in de Staatscourant van Luxemburg Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (de "Mémorial") (de "Voltooiing").

De Verkrijgende Vennootschap houdt alle aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verdwijvende Vennootschap, zodat de volgende wetsbepalingen niet toepasselijk zijn op de Grensoverschrijdende Fusie: artikelen 2:326 tot en met 328 BW en artikel 261 lid (2) b), c) en d), artikel 265 en 266, artikel 267 lid (1) d) en e), artikel 274 lid (1) b) en artikel 275 Luxemburgs Wetboek.

Noch uit het register van aandeelhouders van de Verdwijvende Vennootschap blijkt, noch het bestuur van de Verdwijvende Vennootschap is bekend, dat er aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verdwijvende Vennootschap bezwaard zijn met een pandrecht of een recht van vruchtgebruik. Alle aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verdwijvende Vennootschap zijn volgestort.

Er zijn geen certificaten van aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verdwijvende Vennootschap uitgegeven.

De Verdwijvende Vennootschap heeft geen aandelen zonder stem- of winstrechten uitgegeven.

Geen van de Fuserende Vennootschappen is ontbonden, in staat van faillissement verklaard of surséance van betaling verleend; de respectievelijke besturen van de Fuserende Vennootschappen zijn er niet mee bekend dat er een voornemen bestaat tot ontbinding van een Fuserende Vennootschap (anders dan als gevolg van de Grensoverschrijdende Fusie) of dat een verzoek tot faillissementsverklaring van of tot verlening van surséance van betaling aan een Fuserende Vennootschap aanhangig is.

Dit Voorstel is door de raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap goedgekeurd op 5 mei 2014. De Verdwijvende Vennootschap heeft geen raad van commissarissen.

Geen van de Fuserende Vennootschappen heeft een ondernemingsraad of medezeggenschapsraad ingesteld of werknemers die lid zijn van een vereniging van werknemers die werknemers van de Fuserende Vennootschappen of een van haar dochtermaatschappij onder haar leden telt.

De besturen van de fuserende vennootschappen stellen voor:

een Grensoverschrijdende Fusie in de zin van artikel 2:309 juncto artikel 2:324 en artikel 2:333b BW alsmede Section XIV - Mergers (Fusions) en in het bijzonder artikelen 278 tot en met 280 Luxemburgs Wetboek tot stand te brengen tussen de Fuserende Vennootschappen als gevolg waarvan de Verdwijnde Vennootschap ophoudt te bestaan en de Verkrijgende Vennootschap het vermogen van de Verdwijnde Vennootschap onder algemene titel verkrijgt; aan de leden van het bestuur van de Verdwijnde Vennootschap, de heer H.D. Pötsch en de heer T. Fries, decharge te verlenen voor hun bestuur van de Verdwijnde Vennootschap en de met haar verbonden onderneming.

Hierna volgen de gegevens waarvan artikel 2:312 leden 2 en 4 juncto artikel 2:326 en artikel 2:333d BW alsmede artikel 261 en 278 Luxemburgs Wetboek vermelding in het Voorstel voorschrijven. De Bijlage bij dit Voorstel maakt integraal onderdeel uit van dit Voorstel.

Rechtsvorm, naam en zetel van de Fuserende Vennootschappen. Verkrijgende Vennootschap: Volkswagen Finance Luxemburg S.A., een naamloze vennootschap (société anonyme) opgericht naar het recht van Luxemburg, met zetel (registered office) te 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxemburg.

De rechtsvorm, naam en zetel van de Verkrijgende Vennootschap zullen bij de Voltooiing niet wijzigen.

Verdwijnde Vennootschap: Global VW Automotive B.V., een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid opgericht naar Nederlands recht, met statutaire zetel te Amsterdam, kantoorhoudende te Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam.

Statuten Verkrijgende Vennootschap. De statuten van de Verkrijgende Vennootschap zullen in het kader van de Grensoverschrijdende Fusie niet gewijzigd worden. De statuten van de Verkrijgende Vennootschap zoals die thans luiden zijn als Bijlage aan dit Voorstel gehecht.

Rechten en vergoedingen, ingevolge artikel 2:320 BW en artikel 261 f) Luxemburgs Wetboek ten laste van de Verkrijgende Vennootschap toe te kennen. Er zijn (i) geen personen, anderen dan aandeelhouders, die bijzondere rechten (zoals rechten op een uitkering van winst of tot het nemen van aandelen) hebben jegens de Verkrijgende Vennootschap (ii) geen aandeelhouders die bijzondere rechten (anders dan voortvloeiend uit de Statuten) hebben jegens de Verkrijgende Vennootschap of de Verdwijnde Vennootschap en (iii) geen houders van effecten, niet zijnde aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verkrijgende en de Verdwijnde Vennootschap. Er zullen daarom geen rechten en vergoedingen ten laste van de Verkrijgende Vennootschap worden toegekend.

Voordelen welke in verband met de Grensoverschrijdende Fusie aan de leden van het bestuur of raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap of leden van het bestuur van de Verdwijnde Vennootschap of anderen worden toegekend. Er worden geen voordelen in verband met de Grensoverschrijdende Fusie toegekend aan (i) de leden van het bestuur of raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap (ii) de leden van het bestuur van de Verdwijnde Vennootschap (iii) de onafhankelijke accountant van de Verkrijgende Vennootschap (iv) de accountant van de Verdwijnde Vennootschap of (v) aan anderen.

Voornemens over de samenstelling na de Grensoverschrijdende Fusie van het bestuur en de raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap. De huidige samenstelling van het bestuur van de Verkrijgende Vennootschap is als volgt:

- De heer Frank Diethard Mitschke;
- Mr Vincent Delva.

De huidige samenstelling van de raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap is als volgt:

- De heer Jochen Stich;
- Mevrouw Gudrun Letzel;
- De heer Albrecht Hermann Möhle.

De samenstelling van het bestuur en de raad van commissarissen zal niet wijzigen met ingang van de Voltooiing.

Tijdstip met ingang waarvan (i) de activiteiten van de Verdwijnde Vennootschap ten behoeve van financiële verantwoording voor en namens de Verkrijgende Vennootschap worden uitgeoefend en (ii) de financiële gegevens van de Verdwijnde Vennootschap zullen worden verantwoord in de jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap. Met ingang van 1 mei 2014 zullen de activiteiten van de Verdwijnde Vennootschap ten behoeve van financiële verantwoording voor en namens de Verkrijgende Vennootschap worden uitgeoefend en zullen de financiële gegevens van de Verdwijnde Vennootschap worden verantwoord in de jaarrekening van de Verkrijgende Vennootschap.

Voorgenomen maatregelen in verband met de overgang van het aandeelhouderschap van de Verdwijnde Vennootschap. Er is geen sprake van overgang van aandeelhouderschap in het kader van de Grensoverschrijdende Fusie, aangezien de Verkrijgende Vennootschap alle aandelen in het geplaatste kapitaal van de Verdwijnde Vennootschap houdt en de Verkrijgende Vennootschap geen aandelen in haar kapitaal zal uitgeven ingevolge de Grensoverschrijdende Fusie.

Voornemens omtrent voortzetting of beëindiging van werkzaamheden. De werkzaamheden van de Verdwijnende Vennootschap zullen met ingang van de Voltooiing worden voortgezet door de Verkrijgende Vennootschap.

Goedkeuring van het besluit tot Grensoverschrijdende Fusie. De besluiten tot Grensoverschrijdende Fusie behoeven geen vennootschappelijke goedkeuring van organen van de Verkrijgende Vennootschap of de Verdwijnende Vennootschap, behalve de goedkeuring van de raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap (zie overweging (H)).

Invloed van de Grensoverschrijdende Fusie op de grootte van de goodwill van de Verkrijgende Vennootschap. De grote van de goodwill van de Verkrijgende Vennootschap zal niet toe- of afnemen als gevolg van de Grensoverschrijdende Fusie.

Invloed van de Grensoverschrijdende Fusie op de grootte van de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap. De grootte van de uitkeerbare reserves van de Verkrijgende Vennootschap zal toenemen met EUR 3.199.914.647,65.

Gevolgen van de Grensoverschrijdende Fusie voor de werkgelegenheid. De Grensoverschrijdende Fusie zal geen gevolgen hebben voor de werknemers van de Verkrijgende Vennootschap. Aan de werknemers van de Verkrijgende Vennootschap is een brief gezonden waarin zij op de hoogte zijn gebracht van de voorgenomen datum van Voltooiing en van het feit dat de Grensoverschrijdende Fusie geen gevolgen zal hebben voor hun arbeidsverhouding. De Verdwijnende Vennootschap heeft geen werknemers.

Regelingen met betrekking tot medezeggenschap in de Fuserende Vennootschappen. Noch de Verdwijnende Vennootschap noch de Verkrijgende Vennootschap heeft enige regeling met betrekking tot medezeggenschap als bedoeld in artikel 1:1 lid 1 van de Wet rol werknemers bij de Europese Vennootschap en artikel L.426-1 op het Luxemburgse arbeidsrecht.

Informatie over de waardering van de activa en passiva die overgaan naar de Verkrijgende Vennootschap. De Verdwijnende Vennootschap past Nederlandse GAAP toe hetgeen - behoudens noodzakelijke aanpassingen - ook zal dienen voor de waardering van de activa en passiva die krachtens de fusie zullen overgaan op de Verkrijgende Vennootschap (welke Luxemburgs GAAP toepast).

Rechten van de schuldeisers van de Fuserende Vennootschappen. Ingevolge artikel 268 Luxemburgs Wetboek kunnen schuldeisers van de Verkrijgende Vennootschap wier vorderingen zijn ontstaan voor de publicatiedatum van de notulen van de algemene vergadering van aandeelhouders van de Verkrijgende Vennootschap waarin is besloten tot Grensoverschrijdende Fusie ten overstaan van een Luxemburgse notaris, binnen twee maanden na deze publicatiedatum de rechter die de kamer van de Tribunal d'Arrondissement voor handelszaken in het arrondissement waar de zetel van de Verkrijgende Vennootschap is gelegen bijeen in een kort geding samenstelling voorziet ondanks enige andersluidende overeenkomst verzoeken om waarborgen te stellen voor de voldoening van vervallen en niet vervallen schulden voorzover zij aannemelijk kunnen maken dat als gevolg van de Grensoverschrijdende Fusie de voldoening van hun vorderingen in gevaar komt en dat van de Verkrijgende Vennootschap niet voldoende waarborgen zijn verkregen.

Ingevolge artikel 2:316 lid 2 BW kan iedere schuldeiser van de Verkrijgende Vennootschap tot een maand nadat de nederlegging van dit Voorstel is aangekondigd in een landelijk verspreid dagblad in Nederland en in de Staatscourant door een verzoekschrift aan de rechtbank tegen de Grensoverschrijdende Fusie in verzet komen met vermelding van de waarborg die wordt verlangd. De rechtbank wijst het verzoek af indien de schuldeiser niet aannemelijk heeft gemaakt dat de vermogenstoestand van de Verkrijgende Vennootschap na de Grensoverschrijdende Fusie minder waarborg zal hieden dat zijn vorderingen zullen worden voldaan, en dat van de Verkrijgende Vennootschap niet voldoende waarborgen zijn verkregen.

Datum van de laatst vastgestelde jaarrekeningen die gebruikt zijn om de voorwaarden van de Grensoverschrijdende Fusie vast te Stellen. De datum van de laatst vastgestelde jaarrekeningen van de Verkrijgende en de Verdwijnende Vennootschap die gebruikt zijn om de voorwaarden van de Grensoverschrijdende Fusie vast te stellen is 31 December 2013.

Aangezien de Verkrijgende Vennootschap enig aandeelhouder is van de Verdwijnende Vennootschap zal geen schadeloosstelling worden betaald als bedoeld in artikel 2:333h BW en artikel 278 Luxemburgs Wetboek.

Dit Voorstel vormt, tezamen met de daarin genoemde bijlagen, de volledige wilsovereenstemming van de Fuserende Vennootschappen en is getekend door alle leden van het bestuur van de Fuserende Vennootschappen en alle leden van de raad van commissarissen van de Verkrijgende Vennootschap.

Dit Voorstel zal worden neergelegd ten kantore van (i) het Handelsregister van de Kamer van Koophandel te Amsterdam, (ii) het Handels- en Vennootschapsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) te Luxemburg en (iii) ten kantore van de Fuserende Vennootschappen ter inzage voor aandeelhouders. De neerlegging zal worden aangekondigd in een landelijk verspreid dagblad in Nederland, alsmede in de Staatscourant in Nederland en de Mémorial in Luxemburg.

Handtekeningen pagina behorende bij het Voorstel tot Grensoverschrijdende Fusie tussen Global VW Automotive B.V. als de Verdwijnende Vennootschap en Volkswagen Finance Luxembourg S.A. als de Verkrijgende Vennootschap.

Bestuur van Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

F.D. Mitschke / V. Delva

Director / Director

Bestuur van Global VW Automotive B.V.

H.D. Pötsch / T. Fries

Managing Director / Managing Director

Raad van Commissarissen van Volkswagen Finance Luxemburg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

Raad van Commissarissen van Volkswagen Finance Luxemburg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

PLAN FÜR EINE GRENZÜBERSCHREITENDE VERSCHMELZUNG (der "Plan") vom 5 Mai 2014 aufgestellt vom jeweiligen Vorstand von:

Volkswagen Finance Luxemburg S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im luxemburgischen Registre de Commerce et des Sociétés unter der Nummer B 166745 (die "Aufnehmende Gesellschaft"); und

Global VW Automotive B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), gegründet nach dem Recht der Niederlande, mit Gesellschaftssitz (statutaire zetel) in Amsterdam, die Niederlande, und Geschäftsadresse in Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam, die Niederlande, und eingetragen im niederländischen Handelsregister (Handelsregister) unter der Nummer 34257823 (die "Absorbierte Gesellschaft" und zusammen mit der Aufnehmenden Gesellschaft: die "Verschmelzenden Gesellschaften" und jeweils einzeln: eine "Verschmelzende Gesellschaft").

Erwägungsgründe:

Die Vorstände der Verschmelzenden Gesellschaften halten eine grenzüberschreitende Verschmelzung im Sinne von Paragraph 2:309 in Verbindung mit Paragraph 2:324 und Paragraph 2:333b des niederländischen Zivilgesetzbuches („NZGB“) und der Sektion XIV - Verschmelzungen (Fusions) des abgeänderten luxemburgisches Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das „Luxemburgische Gesetz“) zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften für erstrebenswert. Folglich wird die Absorbierte Gesellschaft erlöschen und die Aufnehmende Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge (onder algemene titel) das gesamte Aktiv- und Passivvermögen der Absorbierten Gesellschaft übernehmen (die „Grenzüberschreitende Verschmelzung“).

Die Grenzüberschreitende Verschmelzung erfolgt mit (i) der Unterzeichnung eines Protokolls einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung der Absorbierten Gesellschaft, bei welcher die Umsetzung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung vor einem niederländischen Notar beschlossen wird, (ii) dem Abhalten einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Aufnehmenden Gesellschaft vor einem luxemburgischen Notar, bei welcher die Umsetzung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung beschlossen wird, und (iii) der Veröffentlichung des Protokolls der vor einem Luxemburger Notar abgehaltenen außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Aufnehmenden Gesellschaft im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, dem luxemburgischen Amtsblatt (das „Mémorial“) (der „Vollzug“).

Die Aufnehmende Gesellschaft ist Eigentümerin aller ausgegebenen Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft, woraus folgt, dass die folgenden Gesetzesbestimmungen keine Anwendung auf die Grenzüberschreitende Verschmelzung finden; Paragraphen 2:326 bis 328 NZGB und Artikel 261 Absatz (2) b), c) und d), Artikel 265 und 266, Artikel 267 Absatz (1) d) und e), Artikel 274 Absatz (1) b) und Artikel 275 des Luxemburgischen Gesetzes.

Weder ergibt sich aus dem Gesellschaftsregister der Absorbierten Gesellschaft noch hat der Vorstand der Absorbierten Gesellschaft Kenntnis von irgendeinem bestehenden Pfandrecht (pandrecht) bezüglich der ausgegebenen Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft, oder von irgendeinem an solchen Anteilen bestellten Nießbrauch (recht van vruchtgebruik). Sämtliche Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft wurden voll eingezahlt.

Es wurden keine Anteilszertifikate der Anteile (certificaten van aandelen) von der Absorbierten Gesellschaft ausgegeben.

Die Absorbierte Gesellschaft hat keine Anteile ohne Stimmrechte oder Genussrechte ausgegeben.

Keine der Verschmelzenden Gesellschaften wurde aufgelöst (ontbonden), für insolvent erklärt (in Staat van faillissement verkaard) und keiner derselben wurde eine Zahlungseinstellung (surséance van betaling) gewährt; die jeweiligen Vorstände der Verschmelzenden Gesellschaften haben, keine Kenntnis von irgendeinem Vorhaben zur Auflösung einer Verschmelzenden Gesellschaft (in einer anderen Weise als über die Grenzüberschreitende Verschmelzung) oder von einem ausstehenden Antrag zur Eröffnung eines Insolvenzverfahrens bezüglich einer der Verschmelzenden Gesellschaften oder zur Gewährung einer Zahlungseinstellung.

Der vorliegende Plan, wurde am 5 Mai 2014 vom Aufsichtsrat der Aufnehmenden Gesellschaft genehmigt. Die Absorbierte Gesellschaft hat keinen Aufsichtsrat.

Keine der Verschmelzenden Gesellschaften hat einen Betriebsrat oder einen Mitbestimmungsrat (medezeggenschapsraad) gegründet und es gibt keine Arbeitnehmervereinigung, dem Arbeitnehmer der Verschmelzenden Gesellschaften oder einer ihrer Tochtergesellschaften angehören.

Die Vorstände der verschmelzenden Gesellschaften schlagen vor:

zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften eine Grenzüberschreitende Verschmelzung, im Sinne von Paragraph 2:309 in Verbindung mit Paragraph 2:324 und Paragraph 2:333b NZGB und der Sektion XIV - Verschmelzungen (Fusions) des Luxemburgischen Gesetzes und insbesondere die Artikel. 278 bis 280 des Luxemburgischen Gesetzes, durchzuführen. Folglich wird die Absorbierte Gesellschaft erlöschen und die Aufnehmende Gesellschaft im Wege der Gesamtrechtsnachfolge das gesamte Aktiv- und Passivvermögen der Absorbierten Gesellschaft übernehmen;

den jetzigen Vorstandsmitgliedern der Absorbierten Gesellschaft, Herrn H.D. Pötsch und Herrn T, Fries, Entlastung für die Leitung der Absorbierten Gesellschaft und des damit verbundenen Unternehmens zu erteilen.

Nachstehend folgen die Angaben, welche gemäß Paragraph 2:312 Absatz 2 und 4 in Verbindung mit Paragraph 2:326 und Paragraph 2:333d NZGB und den Artikeln 261 und 278 des Luxemburgischen Gesetzes in den vorliegenden Plan aufgenommen werden müssen. Der Anhang des vorliegenden Plans bildet einen Bestandteil dieses Plans.

Rechtsform, Name und Gesellschaftssitz der Verschmelzenden Gesellschaften. Aufnehmende Gesellschaft: Volkswagen Finance Luxembourg S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) gegründet nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 291, Route D'Arlon, L-1150 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Nach Vollzug werden die Rechtsform, der Name, und der Gesellschaftssitz der Aufnehmenden Gesellschaft unverändert bleiben.

Absorbierte Gesellschaft: Global VW Automotive B.V., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid), gegründet nach dem Recht der Niederlande, mit Gesellschaftssitz (statutaire zetel) in Amsterdam, die Niederlande, und Geschäftsadresse in Herengracht 495, 1017 BT Amsterdam, die Niederlande.

Satzung der Aufnehmenden Gesellschaft. Die Satzung der Aufnehmenden Gesellschaft soll im Zusammenhang mit der Grenzüberschreitenden Verschmelzung nicht geändert werden. Die aktuelle Fassung der Satzung der Aufnehmenden Gesellschaft ist dem vorliegenden Plan als Anhang angehängt.

Rechte und Ausgleichsleistungen, die gemäß Paragraph 2:320 NZGB und Artikel 261 f) des Luxemburgischen Gesetzes zu Lasten der Aufnehmenden Gesellschaft gewährt werden müssen. Es gibt (i) keine Personen außer den Gesellschaftern, denen Sonderrechte gegenüber der Absorbierten Gesellschaft (wie etwa ein Anspruch auf Dividendenzahlungen oder Anteilserwerb) zustehen (ii) keine Gesellschafter, denen Sonderrechte (außer solche, die sich aus der Satzung ergeben) gegenüber der Aufnehmenden Gesellschaft oder der Absorbierten Gesellschaft zustehen, und (iii) keine Inhaber von anderen Wertpapieren als Anteilen im ausgegebenen Gesellschaftskapital der Aufnehmenden Gesellschaft und der Absorbierten Gesellschaft. Demnach werden keine Rechte und Ausgleichsleistung zu Lasten der Aufnehmenden Gesellschaft gewährt.

Vorteile, welche den Vorstands- oder Aufsichtsratsmitgliedern der Aufnehmenden Gesellschaft oder den Vorstandsmitgliedern der Absorbierten Gesellschaft oder andere in Verbindung mit der Grenzüberschreitenden Verschmelzung gewährt werden müssen. Im Zusammenhang mit der Grenzüberschreitenden Verschmelzung werden (i) den Vorstands- oder Aufsichtsratsmitgliedern der Aufnehmenden Gesellschaft, (ii) den Vorstandsmitgliedern der Absorbierten Gesellschaft, (iii) den unabhängigen Abschlussprüfern der Aufnehmenden Gesellschaft, (iv) den Abschlussprüfer der Absorbierten Gesellschaft oder (v) anderen Personen keine besonderen Vorteile gewährt.

Vorhaben in Bezug auf die Zusammensetzung des Vorstands und des Aufsichtsrats der Aufnehmenden Gesellschaft nach der Grenzüberschreitenden Verschmelzung. Der Vorstand der Aufnehmenden Gesellschaft setzt sich zur Zeit wie folgt zusammen:

- Herr Frank Diethard Mitschke;
- Herr Vincent Delva.

Der Aufsichtsrat der Aufnehmenden Gesellschaft setzt sich zur Zeit wie folgt zusammen:

- Herr Jochen Stich;
- Frau Gudrun Letzel;
- Herr Albrecht Hermann Möhle.

Die Zusammensetzung des Vorstands und des Aufsichtsrats der Aufnehmenden Gesellschaft, wird nach dem Vollzug unverändert bleiben,

Zeitpunkt, von dem an (i) die Geschäfte der Absorbierten Gesellschaft für Zwecke der Rechnungslegung als im Namen der Aufnehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten und (ii) die Finanzdaten der Absorbierten Gesellschaft zum Jahresabschluss der Aufnehmenden Gesellschaft abgerechnet werden. Ab dem 1. Mai 2014 werden die Geschäfte der Absorbierten Gesellschaft für Zwecke der Rechnungslegung als im Namen der Aufnehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten und die Finanzdaten der Absorbierten Gesellschaft zum Jahresabschluss der Aufnehmenden Gesellschaft abgerechnet werden.

Beabsichtigte Maßnahmen im Zusammenhang mit dem Übergang des Eigentums der Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft. Es gibt keine Übertragung des Eigentums der Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft, da die Aufnehmende Gesellschaft Eigentümerin sämtlicher Anteile im Gesellschaftskapital der Absorbierten Gesellschaft ist und die Aufnehmende Gesellschaft im Rahmen der Grenzüberschreitenden Verschmelzung keine neuen Aktien in ihrem Gesellschaftskapital ausgeben wird.

Vorhaben in Bezug auf das Weiterführen oder die Beendigung der Geschäftstätigkeit. Die Geschäftstätigkeit der Absorbierten Gesellschaft wird nach dem Vollzug von der Aufnehmenden Gesellschaft weitergeführt werden.

Genehmigung des Verschmelzungsbeschlusses. Die Beschlüsse zur Umsetzung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung bedürfen keiner Genehmigung der Organe der Aufnehmenden Gesellschaft oder der Absorbierten Gesellschaft, mit Ausnahme der Genehmigung des Aufsichtsrats der Aufnehmenden Gesellschaft (siehe Erwägungsgrund (H)).

Auswirkung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung auf den Firmenwert der Aufnehmenden Gesellschaft. Der Firmenwert der Aufnehmenden Gesellschaft wird durch die Grenzüberschreitende Verschmelzung, weder erhöht noch verringert.

Auswirkung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung auf den Betrag der ausschüttungsfähigen Rücklagen der Aufnehmenden Gesellschaft. Der Betrag der ausschüttungsfähigen Rücklagen der Aufnehmenden Gesellschaft wird sich um EUR 3.199.914.647,65 erhöhen.

Auswirkung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung auf die Beschäftigung. Die Grenzüberschreitende Verschmelzung wird Auswirkungen auf die Arbeitnehmer der Aufnehmenden Gesellschaft haben. Den Arbeitnehmern der Aufnehmenden Gesellschaft wurde ein Informationsschreiben übermittelt, das sie über das voraussichtliche Datum des Vollzugs und darüber unterrichtet hat, dass die Grenzüberschreitende Verschmelzung keine Auswirkung auf ihre Arbeitsverhältnisse haben wird. Die Absorbierte Gesellschaft hat keine Arbeitnehmer.

Modalitäten für die Mitbestimmung in den Verschmelzenden Gesellschaften. Weder die Absorbierte Gesellschaft noch die Aufnehmende Gesellschaft haben Regelungen hinsichtlich der Mitbestimmung gemäß Paragraph 1:1 (1) der Richtlinie über die Beteiligung der Arbeitnehmer in der Europäischen Gesellschaft und Artikel L.426-1 des luxemburgischen Arbeitsgesetzbuchs getroffen.

Informationen über die Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Aufnehmende Gesellschaft übertragen wird. Die Absorbierte Gesellschaft wendet niederländischen GAAP an, welche (vorbehaltlich irgendeiner gegebenenfalls erforderlichen Abstimmung) auch die Grundlage für die Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens sein wird, welches auf die Aufnehmende Gesellschaft (die luxemburgischen GAAP anwendet) übertragen wird.

Rechte der Gläubiger der Verschmelzenden Gesellschaften. Gemäß Artikel 268 des Luxemburgischen Gesetzes können Gläubiger der Aufnehmenden Gesellschaft, deren Forderungen entstanden sind vor der Veröffentlichung des Protokolls der vor einem Luxemburger Notar abgehaltenen außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre der Aufnehmenden Gesellschaft bei der die Umsetzung der Grenzüberschreitenden Verschmelzung beschlossen wurde, ungeachtet irgendeiner gegenteiliger Vereinbarung, innerhalb von zwei Monaten nach dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter des in Handelssachen tagenden Bezirksgerichts (Tribunal d'Arrondissement), in dessen Bezirk die Aufnehmende Gesellschaft ihren Sitz hat, im Eilverfahren die Gewährung von ausreichenden Sicherheiten für ihre fälligen und nicht fälligen Forderungen beantragen, sofern sie glaubhaft nachweisen können, dass die Grenzüberschreitende Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet, und dass die Aufnehmende Gesellschaft keine angemessenen Sicherheiten geleistet hat.

Gemäß Artikel 2:316 Absatz 2 NZGB kann jeder Gläubiger der Absorbierten Gesellschaft innerhalb eines Monats nach dem Tag der Veröffentlichung der Hinterlegung des Plans in einer überregionalen Zeitung in den Niederlanden und in dem niederländischen Amtsblatt (Staatscourant) mittels eines Antrags beim Bezirksgericht, in der die angeforderten Sicherheiten aufgeführt wurden, Einspruch gegen die vorgeschlagene Grenzüberschreitende Verschmelzung erheben. Das Bezirksgericht weist den Antrag ab, wenn der Antragsteller nicht glaubhaft gemacht hat, dass nach der Grenzüberschreitenden Verschmelzung die Finanzlage der Aufnehmenden Gesellschaft weniger Sicherheiten für die Erfüllung seiner Forderungen bieten wird, und dass die Aufnehmende Gesellschaft keine angemessenen Sicherheiten geleistet hat.

Datum der Jahresabschlüsse, die für die Festlegung der Bestimmungen der Grenzüberschreitenden Verschmelzung verwendet wurden. Das für die Festlegung der Bestimmungen der Grenzüberschreitenden Verschmelzung maßgebliche Datum des Jahresabschlusses der Aufnehmenden Gesellschaft und des Jahresabschlusses der Absorbierten Gesellschaft ist jeweils der 31. Dezember 2013,

Da die Aufnehmende Gesellschaft die alleinige Gesellschafterin der Absorbierten Gesellschaft ist, wird kein Ausgleich gemäß Paragraph 2:333h NZGB und Artikel 278 des Luxemburgischen Gesetzes gezahlt.

Der vorliegende Plan stellt gemeinsam mit jeglichen darin genannten Anhängen die gesamte Vereinbarung zwischen den Verschmelzenden Gesellschaften dar und wurde von allen Vorstandsmitgliedern der Verschmelzenden Gesellschaften und allen Aufsichtsratsmitgliedern der Aufnehmenden Gesellschaft unterzeichnet.

Der vorliegende Plan wird hinterlegt bei (i) dem Handelsregister (Handelsregister) in Amsterdam, die Niederlande, (ii) dem Luxemburger Handels- und Firmenregister (Registre de Commerce et des Sociétés), und (iii) am jeweiligen

Gesellschaftssitz der Verschmelzenden Gesellschaften für die Aktionäre zur Einsicht bereitgehalten. Die Hinterlegung wird in einer überregionalen Zeitung in den Niederlanden sowie im niederländischen Amtsblatt (Staatscourant) und im Mémorial in Luxemburg veröffentlicht werden.

Signaturseite des grenzüberschreitenden Verschmelzungsplans zwischen Global VW Automotive B.V. als Absorbierte Gesellschaft und Volkswagen Finance Luxembourg S.A. als Aufnehmende Gesellschaft.

Vorstand der Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

F.D. Mitschke / V. Delva

Director / Director

Vorstand der Global VW Automotive B.V.

H.D. Pötsch / T. Fries

Managing Director / Managing Director

Aufsichtsrat der Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

Aufsichtsrat der Volkswagen Finance Luxembourg S.A.

J. Stich / G. Letzel / A. H. Möhle

Member Supervisory Board / Member Supervisory Board / Member Supervisory Board

Annex

The articles of association of the acquiring company

Gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Francis KESSELER, mit dem Amtswohnsitz in Esch-sur-Alzette, am 2. Februar 2012, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C Nummer 836 vom 29. März 2012,

Abänderungen

Datum	Notar	Veröffentlichung
24-05-2012	H. HELLINCKX	C N°1628 vom 28-06-12
06-07-2012	H. HELLINCKX	C N° 2012 vom 14-08-12
21-12-2012	H. HELLINCKX	C N° 477 vom 26-02-13
21-12-2012	H. HELLINCKX	C N° 490 vom 27-02-13
22-01-2013	H. HELLINCKX	C N° 833 vom 09-04-13
19-04-2013	H. HELLINCKX	C N° 1547 vom 28-06-13
16-10-2013	H. HELLINCKX	C N° 3007 vom 28-11-13
01-04-2014	H. HELLINCKX	C N°

KOORDINIERTER SATZUNG

ZUM 1. APRIL 2014

Firma - Gesellschaftssitz - Gesellschaftszweck - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft lautet „VOLKSWAGEN FINANCE LUXEMBOURG S.A.“ (die Gesellschaft). Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft (société anonyme) und unterliegt den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, Insbesondere den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1015 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung (das Gesetz) und der hier vorliegenden Gesellschaftssatzung (die Satzung).

Art. 2. Gesellschaftssitz.

2.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg, im Großherzogtum Luxemburg, Er kann durch Beschluss des Vorstands der Gesellschaft (der Vorstand) an einen anderen Ort innerhalb der Gemeinde verlegt werden. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) In Übereinstimmung mit den Bestimmungen über die Satzungsänderung an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

2.2 Filialen, Zweigniederlassungen und andere Geschäftsraume können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Vorstands errichtet werden. Sollte der Vorstand feststellen, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Ereignisse bestehen oder vorauszusehen sind und dass diese Entwicklungen oder Ereignisse die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung zwischen diesem Gesellschaftssitz und Personen außerhalb behindern können, kann der Gesellschaftssitz bis zur vollständigen Beendigung dieser Entwicklungen oder Ereignisse vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Die Nationalität der Gesellschaft wird durch keine dieser vorübergehenden Maßnahmen beeinflusst sodass die Gesellschaft ungeachtet einer vorübergehenden Verlegung des Gesellschaftssitzes eine in Luxemburg gegründete Gesellschaft bleibt,

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist die Akquisition von Beteiligungen an in- oder ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen jeder Art, sowie die Verwaltung solcher Beteiligungen. Insbesondere darf die Gesellschaft Aktien, Anteile und

andere Wertpapiere, Anleihen, ungesicherte Obligationen, Einlagezertifikate und andere Schuldtitel durch Zeichnung, Kauf und Tausch oder auf andere Weise erwerben, und im Allgemeinen alle Wertpapiere und Finanzinstrumente, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonlichkeiten jeder Art ausgegeben werden. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung, Entwicklung, Verwaltung und Aufsicht einer jeden Gesellschaft oder eines jeden Unternehmens beteiligen, Des Weiteren kann sie in den Erwerb und die Verwaltung eines Patentbestandes oder anderer geistiger Eigentumsrechte jeder Art oder jeden Ursprungs Investieren.

3.2 Die Gesellschaft kann Darlehen jeglicher Art aufnehmen. Sie kann Schuldscheine, Anleihen sowie jegliche Art von Schuldtitel und Dividendenpapiere ausgeben, Sie kann Geldmittel, einschließlich und uneingeschränkt der Erträge aus Kreditverbindlichkeiten, an ihre Zweigniederlassungen, Tochtergesellschaften und andere Gesellschaften verleihen. Des Weiteren kann sie in Bezug auf einen Teil oder ihr gesamtes Vermögen Sicherheiten leisten, verpfänden, übertragen, belasten oder auf andere Weise Sicherheiten bestellen und gewähren, um Ihren eigenen Verpflichtungen und solchen anderer Gesellschaften nachzukommen und Im Allgemeinen zu ihrem eigenen Vorteil und zum Vorteil jeder anderen Gesellschaft oder Person. Um Unstimmigkeiten auszuschließen, ist die Gesellschaft nicht dazu befugt, ohne die erforderliche Genehmigung reglementierte Tätigkeiten in Bezug auf den Finanzsektor auszuüben.

3.3 Die Gesellschaft ist befugt sich jeglicher Verfahren, Rechtsmittel und Instrumente zu bedienen, um ihre Investitionen effizient zu verwalten und um sich gegen Kredit-, Wechsel-, Zinssatz- und andere Risiken abzusichern,

3.4 Die Gesellschaft ist befugt jede gewerbliche, finanzielle oder industrielle Tätigkeit und Transaktionen In Bezug auf Immobilien und bewegliches Vermögen durchzuführen, welche sich mittelbar oder unmittelbar auf den Gesellschaftszweck beziehen lassen oder der Forderung des Gesellschaftszweckes zu dienen bestimmt sind.

Art. 4. Dauer.

4.1 Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

4.2 Die Gesellschaft wird nicht aufgrund eines Todesfalles, der Aufhebung von Bürgerrechten, Rechtsunfähigkeit, Insolvenz, Konkurs oder einem ähnlichen Vorkommnis, welches einen oder mehrere Aktionäre betrifft, aufgelöst,

Gesellschaftskapital - Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital.

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt siebzigtausendvierhundert Euro (EUR 70.400) bestehend aus dreihundertdreiundfünfzig (353) gezeichneten und voll eingezahlten Stammaktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) und aus dreihunderteinundfünfzig (351) Vorzugsaktien mit einem Nennwert von je einhundert Euro (EUR 100,-) (die Aktien).

Da nichts anderes auf der Tagesordnung vorgesehen ist und niemand mehr etwas vorbringen möchte, wird die Versammlung geschlossen.

5.2 Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Hauptversammlung in Übereinstimmung mit den vorgeschriebenen Bedingungen für Satzungsänderungen erhöht oder vermindert werden,

5.3 Die Aktionäre können mittels Beschlusses hinsichtlich der oben beschriebenen Aktiengattungen Jeweils eigenständige Rücklagen und/oder Emissionsagiotkonten bilden. In Übereinstimmung mit dem Gesetz, können Einlagen in die Rücklagenkonten des Stammkapitals oder das Vorzugskapitals ohne die Ausgabe neuer Stammaktien oder Vorzugsaktion per Beschluss der Aktionäre oder des Vorstands vorgenommen werden.

5.4 Den Inhabern von Stammaktien stehen ausschließlich alle Rechte zu, die mit dem bei Zeichnung von Stammaktien gezahlten Emissionsagio (falls vorhanden) sowie Kapitalrücklagen, die den Stammaktien zugeordnet werden, verbunden sind. Den Inhabern von Vorzugsaktien stehen ausschließlich alle Rechte zu, die mit dem bei Zeichnung von Vorzugsaktien gezahlten Emissionsagio (falls vorhanden) sowie Kapitalrücklagen, die den Vorzugsaktien zugeordnet werden, verbunden sind. Die Vorzugsaktien sind nach Maßgabe von Art. 23.3 dieser Satzung mit einem Gewinnvorzug. (Feste und Variable Vorzugsdividende) ausgestattet.

5.5 Die Gesellschaft darf die auf die ausgegebenen Vorzugsaktien eingezahlten Einlagen/Beträge ausschließlich im Rahmen des und in Übereinstimmung mit dem in Art. 3 dieser Satzung dargelegten Gesellschaftszweck für Finanzierungsmaßnahmen der Gesellschaft verwenden. Für Zwecke dieser Satzung sind unter Finanzierungsmaßnahmen ausschließlich jegliche konzerninternen Darlehensgewährungen und alle anderen Finanzierungsmaßnahmen der bei der Gesellschaft eingerichteten, rechtlich unselbständigen Teileinheit Finanzierung (die Teileinheit Finanzierung) zu verstehen, die durch die Vorzugsaktien finanziert werden oder hiermit in wirtschaftlichem Zusammenhang stehen (die Finanzierungsmaßnahmen; sämtliche in der Teileinheit Finanzierung erwirtschafteten Aktiva und Passiva ergeben das Vermögen Teileinheit Finanzierung). Im wirtschaftlichen Zusammenhang stehen, im Besonderen verbundene Unternehmen, die durch konzerninterne Darlehensgewährung finanziert werden. Eine andere Verwendung der auf die ausgegebenen Vorzugsaktien eingezahlten Einlagen/Beträge ist ausgeschlossen.

5.6 Alle Vorzugsaktien werden in Form von rückzahlbaren Namensaktien emittiert. Die Rückzahlung auf die Vorzugsaktien kann In Übereinstimmung mit anwendbarem Luxemburger Recht (und insbesondere Art. 49-8 des Gesetzes) In jedem Fall aber nur aus rechtlich ausschüttungsfähigem Vermögen nach Maßgabe von Art. 49-8 4) des Gesetzes i.V.m. Art. 72-1 des Gesetzes erfolgen (d.h. insbesondere aus ausschüttungsfähigen Gewinnen, einschließlich aller von der Gesellschaft LR. einer Agloemission erhaltenen und in Rücklagen eingestellten Beträge und/oder aus Einlagen, welche auf

Aktien geleistet worden sind, und sofern, diese Aktien zum Zwecke der Finanzierung der Rückzahlung von Vorzugsaktien (wie gesetzlich vorgeschrieben) auf Grundlage eines Beschlusses einer außerordentlichen Hauptversammlung neu ausgegeben worden sind), Liegen alle Voraussetzungen gemäß dieser Satzung, dem Gesetz und sonstigem Luxemburger Recht, vor, hat eine Rückzahlung auf die Vorzugsaktien nach Maßgabe der folgenden Bedingungen zu erfolgen:

(i) die Gesellschaft hat alle durch sie ausgegebenen und noch nicht zurückgezahlten Vorzugsaktien spätestens nach Ablauf eines festen Zeitraums von zehn (10) Jahren seit dem Tage Ihrer Emission zurückzuzahlen (der Rückzahlungszeitpunkt). Die Gesellschaft kann die Vorzugsaktien per Beschluss des Vorstandes Jederzeit innerhalb der oben genannten zehn (10) Jahre zurückzahlen;

(ii) der auf die noch nicht zurückgezahlten Vorzugsaktien entfallende Gesamtrückzahlungsbetrag entspricht der Summe aus:

(a) dem Gesamtnennbetrag aller noch ausstehenden Vorzugsaktien zuzüglich damit verbundener Emissionsagios (falls vorhanden);

(b) Vorzugsaktien Rücklagenkonto;

(c) etwaiger fälliger und durch die Gesellschaft noch nicht gezahlter Fester oder Variabler Vorzugsdividenden nach Maßgabe von Art. 23-3 (insgesamt der Rückzahlungsbetrag).

Der Gesamtrückzahlungsbetrag der Vorzugsaktien kann per Beschluss der Vorzugsaktionäre in Geldwert oder durch Ausgabe der Vermögenswerte der Teileinheit Finanzierung erfolgen.

Der Gesamtrückzahlungsbetrag ist jedoch auf den auf die Teileinheit Finanzierung entfallenden Unternehmenswert der Gesellschaft zum Rückzahlungszeitpunkt unter Berücksichtigung des Jahresabschlusses beschränkt der für das mit dem Rückzahlungszeitpunkt endende Geschäftsjahr der Gesellschaft zu ermitteln ist, insoweit dieser niedriger ist, als der unter (II) (a) (c) ermittelte Gesamtrückzahlungsbetrag.

Im Falle eines unterjährigen Rückzahlungszeitpunkts ist der anteilige, auf die Teileinheit Finanzierung entfallende Unternehmenswert der Gesellschaft auf diesen unterjährigen Rückzahlungszeitpunkt auf Grundlage einer vom Vorstand zu erstellenden oder In Auftrag zu gebenden Zwischenbilanz zu ermitteln.

Sollte das rechtlich ausschüttungsfähige Vermögen im Sinne des Art. 72 (1) des Gesetzes nicht ausreichen, um den Gesamtrückzahlungsbetrag der Vorzugsaktien in Geldwert oder Sachwerten zu bezahlen, ist dieser, sobald ein rechtlich ausschüttungsfähiges Vermögen vorhanden ist unverzüglich, zuzüglich einem Verzugszins, zu begleichen. Der Verzugszins wird zum Rückzahlungszeitpunkt zwischen der Gesellschaft und den Vorzugsaktionären vereinbart. Der Verzugszins ist an marktconformen Zinssätzen auszurichten. Der Rückzahlungsbetrag ist zum Zeitpunkt der Rückzahlung im Verhältnis des jeweiligen Nennbetrages einer noch ausgegebenen Vorzugsaktie zum Gesamtnennbetrag der noch ausgegebenen Vorzugsaktien aufzuteilen.

Zurückzuzahlende Vorzugsaktien werden nach Rückzahlung aufgrund eines Beschlusses einer über die Rückzahlung beschließenden, außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre annulliert.

5.7 Vorbehaltlich der Bestimmungen von Art. 24 dieser Satzung treten Förderungen aus den Vorzugsaktien (einschließlich der Förderungen auf Feste und Variable Vorzugsdividende sowie der Forderung auf Zahlung des Rückzahlungsbetrages) gegenüber den Forderungen der Gläubiger der Gesellschaft im Rang zurück, soweit diese nicht ebenfalls im Sinne dieser Regelung nachrangig sind, Insbesondere im Falle der Eröffnung eines Insolvenzverfahrens oder der Liquidation der Gesellschaft treten die Ansprüche der Inhaber von Vorzugsaktien hinter allen anderen Forderungen gegenwärtiger und zukünftiger Gläubiger der Gesellschaft im Rang zurück und werden somit erst nach vollständiger Befriedigung aller nicht nachrangigen Gläubiger (einschließlich von Forderungen auf Rückgewähr eines Gesellschafterdarlehens oder Förderungen aus Rechtshandlungen, die einem solchen Darlehen wirtschaftlich entsprechen und der diesen Im Rang vorgehenden Forderungen), jedoch vor Forderungen von Inhabern aus Stammaktien (Insbesondere Dividenden) nach Maßgabe der Bestimmungen dieser Satzung bedient; der Nachrang gilt insoweit jedoch nicht für bereits bestehende oder künftige Forderungen anderer -Gläubiger, die ebenfalls Im Sinne dieser Regelung nachrangig sind.

5.8 Während eines Zeitraums von fünf (5) Jahren nach der Veröffentlichung dieser Gründungsurkunde ist der Vorstand berechtigt

(i.) eine Erhöhung des Nennkapitals in Höhe auf bis zu insgesamt einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) durchzuführen, welche steh auf bis zu viertausendsechshundertfünfzig (4650) Stammaktien von je einhundert Euro (EUR 100,-), welche mit denselben Rechten ausgestattet sind, wie die bereits existierenden Aktien und bis zu fünftausend (5000) Vorzugsaktien von je einhundert Euro (EUR 100,-) belauft. Für diesen Fall sollen die Vorzugsaktien wie beschrieben ausgestaltet werden;

(ii.) eine Kapitalrücklage (Agio) auf Stammaktien und Vorzugsaktien festzulegen und einzuzahlen;

(iii.) die bevorrechtigten Zeichnungsrechte der Aktionäre für die neu ausgegebenen Aktien zu limitieren oder zu widerrufen und zu bestimmen, welche Personen berechtigt sein sollen, die neuen Aktien zu zeichnen; und

(iv.) jede Stammkapitalerhöhung in Form einer notariellen Urkunde zu dokumentieren und das Aktienregister entsprechend abzuändern.

Art. 6. Aktien.

6.1 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien.

6.2 Das Aktienregister wird am Sitz der Gesellschaft aufbewahrt und kann bei Bedarf von jedem einzelnen Aktionär eingesehen werden.

6.3 Die Übertragung von Aktien erfolgt durch die Eintragung derselben in das Aktienregister, einer Erklärung der Übertragung, datiert und unterzeichnet durch den Übertragenden und den Erwerber oder durch deren bevollmächtigte Stellvertreter und durch eine Benachrichtigung oder Genehmigung der Gesellschaft im Sinne von Art. 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzes. Als Beweis für die Übertragung der Aktien kann die Gesellschaft alle Dokumente anerkennen, welche die zwischen dem Übertragenden und Erwerber über die Übertragung geschlossene Vereinbarung dokumentieren.

6.4 Die Aktien sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Aktieninhaber pro Aktie an.

6.5 Die Gesellschaft kann unter Beachtung der bestehenden Gesetze Ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

6.6 Die Vorzugsaktien gewahren ihren Inhabern vorbehaltlich des Art. 6.7. des Art. 6.8 und der anderen Vorschriften des Gesetzes, keine -Stimmrechte.

6.7 Die Inhaber von Vorzugsaktien sind berechtigt in jeder Hauptversammlung zu stimmen, welche einberufen wurde, um über folgende Angelegenheiten zu beraten und zu beschließen:

- (i) die Emission neuer Aktien mit Vorzugsrechten;
- (ii) die Bestimmung der Festen und Variablen Vorzugsdividende, die den Vorzugsaktien anhängt;
- (iii) die Umwandlung von Vorzugsaktien in Stammaktien;
- (iv) die Vorminderung des Stammkapitals der Gesellschaft;
- (v) jede Änderung des Gesellschaftszweckes und/oder der Satzung der Gesellschaft, welche sich nachteilig auf die nach dieser Satzung geschuldeten Vergütungen bzw. Rückzahlung der Vorzugsaktien (insbesondere nach Art. 23.3 und Art 23.4) auswirken kann;
- (vi) die Emission von Wandelanleihen;
- (vii) die Auflösung der Gesellschaft vor Ende der bestimmungsgemäßen Dauer, und
- (viii) die Rechtsformumwandlung der Gesellschaft.

6.8 Für den Fall, dass trotz des Vorhandenseins eines Ausschüttungsfähigen Gewinns die Feste Vorzugsdividende aus welchem Grund auch immer für zwei aufeinanderfolgende Bilanzjahre nicht vollumfänglich bezahlt wurde und solange bis alle Feste Vorzugsdividenden von dem/den Halter(n) von Vorzugsaktien erhalten worden sind, haben die Inhaber von Vorzugsaktien bei allen Sitzungen die gleichen Stimmrechte wie die Halter von Stammaktien. Dies ist jedoch nicht der Fall, wenn zwei oder mehrere aufeinanderfolgende Bilanzjahre keine Variable Vorzugsdividende ausgezahlt wird.

6.9 Vorbehaltlich der Absätze 6.7 und 6.8, in denen den Inhabern von Vorzugsaktien Stimmrechte gewahrt werden, finden die Vorzugsaktien bei der Bestimmung der Erfüllung der Bedingungen hinsichtlich Quora und Mehrheiten bei Hauptversammlungen keine Berücksichtigung.

6.10 Jegliche Einberufungsbekanntmachungen, Berichte und Dokumente, welche gemäß Luxemburger Recht den Aktionären der Gesellschaft, geschickt oder bekanntgemacht werden müssen, sind gleichermaßen den Inhabern von Vorzugsaktien innerhalb der für diese Zwecke vorgeschriebenen Zeiträume zuzuschicken oder bekannt zu machen.

Verwaltung - Vertretungsmacht

Art. 7. Vorstand.

7.1 Zusammensetzung des Vorstands

- (i) Solange die Gesellschaft einen alleinigen Aktionär hat oder über ein Stammkapital von weniger als fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,-) verfügt, kann die Gesellschaft von einem (1) Vorstandsmitglied geleitet werden,
- (ii) Hat die Gesellschaft mehr als einen Aktionär oder liegt das Gesellschaftskapital über fünfhunderttausend Euro (EUR 500.000,-), wird die Gesellschaft von einem Vorstand geleitet, welcher aus mindestens zwei (2) Mitgliedern besteht
- (iii) Vorstandsmitglied kann nicht sein, wer Gesellschafter oder Mitglied des Aufsichtsrates Ist.
- (iv) Der Vorstand unterliegt der Kontrolle durch den Aufsichtsrat
- (v) Der Aufsichtsrat ernennt das alleinige Vorstandsmitglied/die Vorstandsmitglieder mit einfacher Mehrheit und bestimmt deren Anzahl (sofern anwendbar) und Vergütung. Die Amtszeit von Vorstandsmitgliedern beträgt sechs (6) Jahre. Ihre Amtszeit beginnt am Ende der Aufsichtsratsversammlung, welche die Vorstandsmitglieder bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.
- (vi) Sofern eine juristische Person als Vorstandsmitglied ernannt wird, muss diese, einen ständigen Stellvertreter (repräsentant permanent) bestimmen, welcher dieses in ihrer Funktion als Vorstandsmitglied gemäß Art. 60bis-4 des Gesetzes vertritt. Der ständige Stellvertreter unterliegt denselben Regelungen und haftet als habe er sein Amt in eigenem Namen für sich selbst handelnd vorgenommen, unabhängig von der gesamtschuldnerischen Haftung der juristischen Person, die er vertritt.
- (vii) Sollte der ständige Stellvertreter nicht in der Lage sein, sein Amt auszuüben, hat die juristische Person umgehend einen neuen ständigen Stellvertreter zu bestimmen.
- (viii) Sollte das Amt eines Vorstandsmitglieds innerhalb einer Wahlperiode frei werden, können die verbleibenden Vorstandsmitglieder durch einfachen Mehrheitsbeschluss die freie Stelle vorläufig neu besetzen, bis die nächste Aufsichts-

ratsitzung ein neues Vorstandsmitglied ernannt. Der neue Amtsinhaber führt sodann die Amtszeit seines Vorgängers zu Ende.

(xi) Vorstandsmitglieder sind wieder wählbar. Ihre Amtszeit beträgt bei jeder Wiederwahl erneut sechs (6) Jahre.

7.2 Befugnisse des Vorstands

(i) Dem Vorstand obliegt die Verwaltung der Gesellschaft. Er ist befugt, die Geschäfte der Gesellschaft im weitesten Sinne zu führen und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz oder durch diese Satzung ausdrücklich dem Aufsichtsrat oder den Aktionären vorbehalten oder mittels Geschäftsordnung anderweitig vergeben worden sind. Zur Ausübung dieser Funktion steht dem Vorstand die Befugnis zu, jegliche Handlungen und Tätigkeiten auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehen. Der Vorstand, oder je nachdem, das alleinige Vorstandsmitglied ist befugt alle Verfügungs- und Verwaltungsgeschäfte im Interesse der Gesellschaft abzuschließen bzw. deren Abschluss zu veranlassen.

(ii) Der Vorstand vertritt die Gesellschaft ferner gerichtlich und außergerichtlich.

(iii) Der Vorstand kann besondere und eingeschränkte Vollmachten für bestimmte Angelegenheiten an einen oder mehrere Handlungsbevollmächtigte übertragen.

(iv) Der Vorstand hat das Recht, die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs und die Befugnis die Gesellschaft in diesem Zusammenhang zu vertreten, auf einen oder mehrere Vorstandsmitglieder, Vorstände, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte zu übertragen, unabhängig davon, ob es sich bei diesen Personen um Aktionäre handelt oder nicht, welche sowohl einzeln als auch gemeinschaftlich handeln können, mit Ausnahme von Mitgliedern des Aufsichtsrats. Sofern die Verwaltung des laufenden Geschäftsverkehrs auf ein oder mehrere Vorstandsmitglieder übertragen ist, muss der Vorstand der Hauptversammlung jährlich darlegen, welches Gehalt, Gebühren und/oder Vorteile diesem/diesen Vorstandsmitglied(ern) während des jeweiligen Geschäftsjahres zugeflossen ist.

(v) Für verschiedene Geschäfte muss der Vorstand oder das alleinige Vorstandsmitglied (gemäß Artikel 7.1 (i)) die vorherige Genehmigung des Aufsichtsrates einholen. Diese Geschäfte werden in der Geschäftsordnung geregelt.

7.3 Verfahren

(i) Der Vorstand muss unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen und kann einen Schriftführer auswählen, der nicht zwangsläufig ein Vorstandsmitglied sein muss, welcher für die Protokollführung sämtlicher Vorstandssitzungen zuständig ist. Einzelne unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Vorstands ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll. Protokolle der Sitzungen des Vorstands können durch den Vorsitzenden und den Sekretär der Sitzung des Vorstands unterzeichnet werden oder durch eine Person, die vom Vorstand in einer Sitzung dahingehend ermächtigt wurde.

(ii) Auf Antrag des Vorsitzenden oder auf Antrag von mindestens zwei (2) Vorstandsmitgliedern trifft sich der Vorstand, an einem in der Ankündigung genannten Ort grundsätzlich aber im Großherzogtum Luxemburg.

(iii) Eine schriftliche Ankündigung einer jeden Versammlung des Vorstands geht allen Vorstandsmitgliedern spätestens eine Woche vor der Versammlung zu, es sei denn, es liegt ein dringender Fall vor, dessen Art und Umstand sodann in der Ankündigung darzulegen sind.

(iv) Eine Ankündigung ist nicht erforderlich, wenn alle Mitglieder des Vorstands bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass ihnen die Tagesordnung der Versammlung vollständig bekannt ist. Auf eine Ankündigung kann ein Vorstandsmitglied zudem entweder vor oder nach der Sitzung freiwillig verzichten. Gesonderte schriftliche Ankündigungen sind nicht erforderlich, wenn es sich um eine Versammlung handelt, welche örtlich und zeitlich im Voraus in einem Terminplan angekündigt wurde, welcher durch den Vorstand verabschiedet wurde.

(v) Ein Vorstandsmitglied kann einem anderen Vorstandsmitglied eine Vollmacht erteilen, um sich bei der Versammlung vertreten zu lassen.

(vi) Der Vorstand ist nur tagungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

(vii) Ein Vorstandsmitglied, welches einen Konflikt zwischen seinen und den Interessen der Gesellschaft in einer über das tägliche Geschäft hinausgehenden Transaktion hat, muss den Vorstand darüber unterrichten und hierüber eine Niederschrift anfertigen, die im Protokoll der Versammlung zu erwähnen ist. Das betroffene Vorstandsmitglied darf an den Beratungen nicht teilnehmen. Ein spezieller Bericht über die relevante Transaktion ist den Aktionären auf der nächsten Hauptversammlung vor jeglicher Beschlussfassung in dieser Sache zu unterbreiten.

(viii) Der Vorstand erstellt mindestens alle drei (3) Monate einen schriftlichen Bericht an den Aufsichtsrat über die Fortschritte und vorhersehbaren Ereignisse der Geschäfte. Der Vorstand ist desweiteren verpflichtet, den Aufsichtsrat auf Verlangen gemäß und i.S. des Art. 60bis-12 Abs.4 des Gesetzes innerhalb angemessener Zeit von sämtlichen Geschehnissen zu unterrichten, die von nicht unerheblichem Einfluss auf die Gesellschaft sein können.

7.4 Beschlussfassung des Vorstands

(i) Die Beschlüsse des Vorstands sind rechtswirksam, wenn sie von der Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Vorstandsmitglieder gefasst werden, es sei denn die Satzung sieht etwas anderes vor. Im Falle von Stimmengleichheit steht dem Vorsitzenden die streitentscheidende Stimme zu.

(ii) Der Vorstand kann schriftliche Beschlüsse fassen, die von allen Vorstandsmitgliedern auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren datierten Ausfertigungen unterzeichnet wurden. Eine per Post Email oder auf anderen Kommunika-

tionswegen gesendete Kopie der Unterschrift reicht zum Beweis hierfür aus. Das einzelne Dokument, das alle Unterschriften erkennen lässt oder je nachdem die Gesamtheit der unterzeichneten Einzelausfertigungen; stellen die Urkunde dar, welche den Beweis für die Beschlussfassung liefert und als Datum dieser Beschlüsse zählt das Datum der letzten Unterschrift. Diese Beschlüsse haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandsratssitzung gefasst worden sind.

7.5 Stellvertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift zweier Vorstände gebunden. In den Fällen des Art. 7.1

(ii) wird sie durch die Unterschrift des alleinigen Vorstands gebunden.

(iii) Die Gesellschaft wird ebenfalls gegenüber Dritten durch die Unterschrift eines oder mehrerer Handlungsbevollmächtigten gemäß Art. 7.2 (iii) verpflichtet.

(iv) Die Gesellschaft wird in Angelegenheiten des täglichen Lebens im laufenden Geschäftsverkehr durch einen oder mehrere tägliche Geschäftsführer (administrateur délégué; délégué à la gestion journalière) verpflichtet, welche gemäß Art. 7.2 (iv) bestellt worden sind.

Art. 8. Alleiniges Vorstandsmitglied.

8.1 In den in Art. 7-1 (i) bezeichneten Fällen, kann die Gesellschaft bis zur nächsten ordentlichen Hauptversammlung, welche nach der Aufnahme eines weiteren Aktionärs erfolgt, durch ein alleiniges Vorstandsmitglied verwaltet werden. In diesem Fall sind alle Verweise der Satzung, die sich auf den Vorstand oder die Vorstandsmitglieder beziehen, auf das alleinige Vorstandsmitglied sinngemäß anzuwenden.

8.2 Transaktionen, welche von der Gesellschaft eingegangen werden, müssen gemäß Art. 60 bis-18 des Gesetzes in einem Entscheidungsregister protokolliert werden, wenn sich das alleinige Vorstandsmitglied in einem Interessenkonflikt befinden könnte.

Art. 9. Haftung der Vorstandsmitglieder. Vorstandsmitglieder sind aufgrund ihres Amtes nicht persönlich haltbar für Verbindlichkeiten, die sie im Namen der Gesellschaft wirksam eingegangen sind, vorausgesetzt, dass solche Verbindlichkeiten in Übereinstimmung mit den Bestimmungen der Satzung, der Geschäftsordnung und den gesetzlichen Vorschriften stehen. Ungeachtet dessen sind Vorstandsmitglieder gesamtschuldnerisch haftbar gegenüber der Gesellschaft und gegenüber jeglichem Dritten für Verletzungen der Satzung.

Aufsichtsrat

Art. 10, Anzahl der Aufsichtsräte.

10.1 Der Aufsichtsrat der Gesellschaft besteht bei mehreren Aktionären aus mindestens drei (3) Aufsichtsratsmitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen,

10.2 Die Hauptversammlung ernennt die Aufsichtsratsmitglieder mit einfacher Mehrheit und bestimmt die Anzahl sowie die Dauer ihrer Mandate.

10.3 Wenn eine Rechtsperson zum Aufsichtsratsmitglied ernannt wird, muss diese eine natürliche Person zum ständigen Stellvertreter (representant permanent) ernennen, welche die Rechtsperson als Aufsichtsratsmitglied gemäß Art. 51 bis des Gesetzes vertritt.

Art. 11. Innere Organisation des Aufsichtsrats.

11.1 Die Hauptversammlung kann eine Geschäftsordnung für den Aufsichtsrat erlassen.

11.2 In diesem Fall, soll die Geschäftsordnung des Aufsichtsrats zugleich festlegen, welche Geschäfte der vorherigen Zustimmung der Hauptversammlung, bedürfen.

Art. 12. Befugnisse des Aufsichtsrats.

12.1 Dem Aufsichtsrat obliegt die ständige Überwachung und Beaufsichtigung der durch den Vorstand vorgenommenen Geschäftsführung der Gesellschaft. Seine Zuständigkeit erstreckt sich auf alle Rechtshandlungen, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder durch die Satzung der Hauptversammlung vorbehalten sind oder die mittels Geschäftsordnung anderweitig vergeben wurden.

12.2 Dem Aufsichtsrat steht das Recht zu, sämtliche zur Erfüllung dieser Aufgaben notwendigen Informationen einzuholen. Hiervon umfasst ist das Recht, Einsicht in Geschäftsbücher, Korrespondenz, Protokolle und sonstige Niederschriften der Gesellschaft zu nehmen.

12.3 Die Hauptversammlung beschließt einmal jährlich die Entlastung des Vorstandes.

Art. 13. Amtszeit.

13.1 Die Aufsichtsratsmitglieder werden von der Hauptversammlung auf die Dauer von höchstens sechs (6) Jahren bestellt.

13.2 Ihre Amtszeit beginnt am Ende der Hauptversammlung, welche die Aufsichtsratsmitglieder bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.

13.3 Wird die Stolle eines Aufsichtsratsmitglieds Innerhalb einer Wahlperiode frei, so können die verbleibenden Aufsichtsratsmitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

13.4 Die nächste Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

13.5 Die Wiederwahl von Aufsichtsratsmitgliedern ist zulässig.

13.6 Die Hauptversammlung kann die Aufsichtsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen.

Art. 14. Zusammensetzung und Beschlussfassung.

14.1 Der Aufsichtsrat wählt aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der stellvertretende Vorsitzende nimmt die Aufgaben des Vorsitzenden wahr, wenn dieser verhindert ist. Sind beide verhindert, ernennen die anwesenden Aufsichtsratsmitglieder ein anderes Aufsichtsratsmitglied für den Vorsitz der Sitzung.

14.2 Die Aufsichtsratssitzungen werden einberufen durch den Vorsitzenden, bei dessen Verhinderung durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder auf Verlangen zweier Aufsichtsratsmitglieder bzw. des Vorstands.

14.3 Der Aufsichtsrat tagt so oft es die Belange der Gesellschaft erfordern, jedoch mindestens einmal im Jahr.

14.4 Mit Ausnahme von Dringlichkeitsfällen sollen Sitzungen des Aufsichtsrats mindestens eine Woche vorher schriftlich angekündigt werden. Eine solche Ankündigung kann unterbleiben, wenn alle Aufsichtsratsmitglieder zustimmen.

14.5 Sitzungen des Aufsichtsrats finden an dem Ort und zu der Zeit statt, die in der Einberufung genannt werden.

14.6 Jedes Aufsichtsratsmitglied, das an der Teilnahme an einer Sitzung verhindert ist, kann ein anderes Mitglied schriftlich mit seiner Vertretung beauftragen. Die Vollmacht kann durch Brief, Fernschreiben, Telefax oder e-Mail erteilt werden. Ein Aufsichtsratsmitglied kann mehrere andere Aufsichtsratsmitglieder gleichzeitig vertreten.

14.7 Der Aufsichtsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Der Aufsichtsrat kann Vorstandsmitglieder zu seinen Sitzungen einladen, In diesem Fall haben die Vorstandsmitglieder nur eine beratende Funktion,

14.8 Sofern nichts anderes ausdrücklich vorgeschrieben ist, werden Beschlüsse des Aufsichtsrats mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst. Bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden (bei Abwesenheit des Vorsitzenden die des stellvertretenden Aufsichtsratsvorsitzenden).

14.9 Der Aufsichtsrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, die von allen Aufsichtsratsmitgliedern auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren datierten Ausfertigungen unterzeichnet wurden. Eine per Post, Email oder auf anderen Kommunikationswegen gesendete Kopie der Unterschrift reicht zum Beweis hierfür aus. Das einzelne Dokument, das alle Unterschriften erkennen lässt oder je nachdem die Gesamtheit der unterzeichneten Einzelausfertigungen, stellen die Urkunde dar, welche den Beweis für die Beschlussfassung liefert und als Datum dieser Beschlüsse zählt das Datum der letzten Unterschrift. Diese Beschlüsse haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die während einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Aufsichtsratssitzung gefasst worden sind.

14.10 Eine Vertretung des Vorsitzenden ist nur für zuvor in der Tagesordnung angekündigte Themen zulässig.

Art. 15. Sitzungsprotokoll und Abschriften.

15.1 Die von dem Aufsichtsrat gefassten Beschlüsse sind in Sitzungsprotokollen niederzulegen, die vom Vorsitzenden oder einem beliebigen Aufsichtsratsmitglied, das bei einer solchen Sitzung den Vorsitz geführt hat zu unterschrieben sind.

15.2 Kopien oder Auszüge eines solchen Protokolls, die während eines Gerichtsverfahrens oder anderwärtig vorgelegt werden müssen vom Aufsichtsratsvorsitzenden unterschrieben werden.

15.3 Einzelne unterzeichnete Protokolle der Sitzungen des Aufsichtsrats ergeben zusammengefügt ein gültiges Sitzungsprotokoll.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Dem Aufsichtsrat steht es frei, seinen Mitgliedern Spezialvollmachten für einen Zweck oder spezifische Zwecke anzuvertrauen. Er kann ferner beschließen, Ausschüsse zu bilden, deren Zusammensetzung und Pflichten er bestimmen kann und welche ihre Aufgaben unter seiner Verantwortlichkeit ausführen. Die Zuweisung solcher Pflichten darf allerdings nicht in der Delegation der durch Gesetze oder die Satzung dem Aufsichtsrat selbst vorbehaltenen Befugnisse an einen Ausschuss bestehen oder In einer Verringerung oder Begrenzung der Befugnisse des Vorstandes resultieren.

Art. 17. Verpflichtung der Aufsichtsratsmitglieder.

17.1. Gemäß der Satzung und dem Gesetz übernehmen Aufsichtsratsmitglieder oder gegebenenfalls das alleinige Aufsichtsratsmitglied aufgrund ihrer Position und in Zusammenhang mit Ihrer Aufsicht über die Geschäftsführung der Gesellschaft keine persönliche Haftung in Verbindung mit irgendeiner gültigen Verpflichtung, Sie sind der Gesellschaft gegenüber haftbar für die Ausführung ihres Mandats und Fehler in der Aufsichtsratsstätigkeit.

17.2 Ungeachtet dessen haften sie gesamtschuldnerisch gegenüber der Gesellschaft und gegenüber Jeglichem Dritten für Verletzungen der Satzung.

Art. 18. Mitgliedschaft des Vorstands und des Aufsichtsrats.

18.1 Niemand kann gleichzeitig Vorstandsmitglied und Aufsichtsratsmitglied sein.

18.2 Dennoch darf der Aufsichtsrat im Falle einer unbesetzten Stelle im Vorstand eines seiner Mitglieder benennen, um im Vorstand mitzuwirken. Während diesem Zeitraum sind die Pflichten dieser Person in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsratsmitglied aufgehoben.

Aktionär(e)

Art. 19. Hauptversammlung der Aktionäre.

19.1 Vollmachten und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Aktionäre werden bei Hauptversammlungen der Aktionäre verabschiedet (die Hauptversammlung). Die Hauptversammlung hat das umfassende Recht jegliche Handlungen und Tätigkeiten umzusetzen und zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen,

(ii) Jede Stammaktie hat eine (1) Stimme. Für Vorzugsaktien finden die in den Artikeln 6.7 bis 6.10 dieser Satzung geregelten Spezialregelungen Anwendung.

19.2 Ankündigung, Beschlussfähigkeit, Mehrheit der Stimmen und Wahlverfahren

(i) Die Hauptversammlungen werden durch den Vorstand oder den Aufsichtsrat einberufen und finden an dem in der Ankündigung genannten Ort, zur in der Ankündigung genannten Zeit statt,

(ii) Sofern sich alle anwesenden oder vertretenen Aktionäre als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Ankündigung abgehalten werden.

(iii) Vorsitzender der Hauptversammlung ist der Vorsitzende des Aufsichtsrates oder, bei dessen Verhinderung, der stellvertretende Vorsitzende des Aufsichtsrates, ein sonstiges Mitglied des Aufsichtsrates oder ein Mitglied des Vorstands, das von der Hauptversammlung oder dem Aufsichtsrat bestimmt wird. Der Vorsitzende ernennt einen Schriftführer sowie einen Stimmenzähler, welche zusammen mit dem Vorsitzenden den Vorstand der Hauptversammlung darstellen und mit ihm gemeinsam das Protokoll der Hauptversammlung unterzeichnen.

(iv) Ein Aktionär kann einer anderen Person, bei welcher es sich nicht um einen Gesellschafter handeln muss, eine schriftliche Vollmacht erteilen, um von dieser bei jeder Hauptversammlung vertreten zu werden.

(v) Die Hauptversammlung kann nur durch physische Anwesenheit abgehalten werden.

(vi) Beschlüsse der Hauptversammlung können - soweit gesetzlich nichts anderes vorgeschrieben ist - durch einfache Mehrheit der bei der Versammlung anwesenden Aktionäre entschieden werden, unabhängig von der Anzahl des vertretenen Stammkapitals.

(vii) Eine außerordentliche Hauptversammlung kann die Satzung nur abändern, wenn die Hälfte des Stammkapitals vertreten ist und die Tagesordnung die vorgeschlagenen Abänderungen der Satzung sowie den Text der vorgeschlagenen Abänderungen bezüglich des Gesellschaftszweckes oder der Gesellschaftsform darstellt. Wird die Beschlussfähigkeit nicht erreicht, muss eine zweite Hauptversammlung in Form einer zweifachen Veröffentlichung der Ankündigung in einem fünfzehn (15) Tages Intervall, mindestens aber bis zu fünfzehn (15) Tage vor Abhaltung der Hauptversammlung im Memorial und in zwei luxemburgischen Zeitungen, einberufen werden. Diese Ankündigung muss die Tagesordnung der Hauptversammlung und auch das Datum und Ergebnis der vorangegangenen Hauptversammlung wiedergeben. Die zweite Hauptversammlung kann unabhängig vom Anteil des vertretenen Stammkapitals rechtsverbindlich entscheiden. Bei beiden Hauptversammlungen können Beschlüsse nur durch mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen gefasst werden.

(viii) Die Hauptversammlung kann, vorbehaltlich der Angelegenheiten, die ausschließlich dem Vorstand durch das Gesetz oder die Satzung vorbehalten sind, über alte Angelegenheiten der Gesellschaft befinden, ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

(a) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Aufsichtsrats sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;

(b) Feststellung des Jahresabschlusses;

(c) Entlastung des Vorstands und des Aufsichtsrats;

(d) Entlastung der Wirtschaftsprüfer;

(e) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;

(f) Satzungsänderungen;

(g) Auflösung der Gesellschaft.

(ix) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Aktionärs gegenüber der Gesellschaft erfordert die einstimmige Zustimmung aller Aktionäre.

Art. 20. Alleiniger Aktionär.

20.1 Wenn die Anzahl der Aktionäre auf einen (1) reduziert wird, übt der alleinige Aktionär alle Befugnisse aus, die der Hauptversammlung nach dem Gesetz zustehen.

20.2 Bezugnahmen auf die Hauptversammlung innerhalb der Satzung gelten, sofern erforderlich, als Bezugnahmen auf den alleinigen Aktionär.

20.3 Die Beschlüsse des alleinigen Aktionärs sind schriftlich festzuhalten.

Jahresabschluss - Gewinnverteilung - Aufsicht

Art. 21. Geschäftsjahr und Genehmigung des Jahresabschlusses.

21.1 Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

21.2 Der Vorstand erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustkonten der Gesellschaft sowie eine Bestandsliste, welche die Aktiva und Passiva der Gesellschaft darstellt und einen Anhang welcher alle Verpflichtungen der Gesellschaft und die Verbindlichkeiten der Bevollmächtigten, Vorstandsmitglieder und dem satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst

21.3 Einen Monat vor der jährlichen Hauptversammlung legt der Vorstand den satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfern Urkundenbeweise hinsichtlich der Tätigkeiten der Gesellschaft vor. Die satzungsmäßigen Wirtschaftsprüfer erstellen daraufhin einen Bericht der Ihre Erkenntnisse und Vorschläge enthält.

21.4 Die jährliche Hauptversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Ankündigung angegebenen Ort der Gemeinde, am zweiten Montag im Mai eines jeden Jahres um 10:00 Uhr statt. Ist dieser Tag in Luxemburg kein Werktag, so findet die Hauptversammlung am darauf folgenden Werktag statt.

21.5 Die jährliche Hauptversammlung kann im Ausland stattfinden, wenn dies aufgrund eines außergewöhnlichen Umstandes nach der Einschätzung des Vorstands notwendig ist.

Art. 22. Wirtschaftsprüfer.

22.1 Der Betrieb der Gesellschaft wird von einem oder mehreren externen Wirtschaftsprüfern (réviseur d'entreprises) kontrolliert

22.2 Die Hauptversammlung ernennt die externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) und bestimmt deren Anzahl, Vergütung und Amtszeit, welche einen Zeitraum von einem (1) Jahr nicht überschreiten darf, welche aber wiedergewählt werden können.

Art. 23. Gewinnausschüttung.

23.1 Gemäß Art. 72 des Gesetzes sind fünf Prozent (5%) des um einen Verlustvortrag aus dem Vorjahr geminderten Jahresüberschusses der Gesellschaft der gesetzlichen Rücklage zuzuführen bis die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Stammkapitals der Gesellschaft erreicht hat

23.2 Die Hauptversammlung entscheidet, auf welche Art und Weise über den nach Zuführung zu den gesetzlichen Rücklagen gemäß Art. 23.1 verbleibenden Betrag (der Ausschüttungsfähige Gewinn) zu verfügen ist. Der Ausschüttungsfähige Gewinn berechnet sich gemäß Art. 72-1 des Gesetzes. Vorbehaltlich abweichender Regelungen in dieser Satzung, insbesondere nach 23.3 und 23.4 der Satzung, kann sie in Höhe des Ausschüttungsfähigen Gewinns eine Dividendenausschüttung beschließen, diesen ganz oder teilweise in Rücklagenkonten einstellen oder in Übereinstimmung mit den anwendbaren gesetzlichen Regelungen beschließen, diesen als Gewinn vorzutragen.

23.3 Eine Vorzugsaktie gewährt ihrem Inhaber einen Gewinnvorzug in Form einer Festen Vorzugsdividende und einer Variablen Vorzugsdividende nach Maßgabe folgender Bestimmungen:

(a) Eine Vorzugsaktie gewährt ihrem Inhaber das Recht, vorrangig vor der Zahlung von Dividenden an (einen) Inhaber von Stammaktien, für jedes Geschäftsjahr ab dem Zeitpunkt der Einzahlung des jeweiligen Nennbetrages (einschließlich) bis zum Tag der Rückzahlung (ausschließlich) eine feste Vorzugsdividende in Höhe von 0,001% p.a. ihres Nennbetrages und damit verbundener Emissionsagios soweit vorhanden zuzüglich des Vorzugsaktien Rücklagenkontos (die Feste Vorzugsdividende). Eine Feste Vorzugsdividende ist jedoch nur dann zu zahlen, soweit die Gesellschaft in ihrem testierten Jahresabschluss (Einzelabschluss), wie er sich in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften nach Luxemburger Recht und den für die Gesellschaft geltenden luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften ergibt, für das jeweilige Geschäftsjahr einen Ausschüttungsfähigen Gewinn gem. Art. 23.2 In ausreichender Höhe ausweist. Reicht der Ausschüttungsfähige Gewinn nicht zur vollständigen Zahlung der Festen Vorzugsdividende aus, so ist die Feste Vorzugsdividende für das maßgebliche Geschäftsjahr lediglich in Höhe des vorhandenen Ausschüttungsfähigen Gewinns zu zahlen.

Kann die Feste Vorzugsdividende für ein Geschäftsjahr ganz oder teilweise nicht ausgezahlt werden, so sind die entsprechenden Fehlbeträge festzustellen und aus ausschüttungsfähigen Gewinns folgender Geschäftsjahren nach denselben Maßstäben nachzuzahlen oder in den Rücklagen entsprechend zu erhöhen, beginnend mit der ältesten ausstehenden Festen Vorzugsdividende. Eine Feste Vorzugsdividende bezogen auf die Nachzahlungsansprüche Wird jedoch nicht geschuldet

Der Anspruch auf Zahlung der Festen Vorzugsdividende wird jeweils einen Bankarbeitstag nach der ordentlichen Hauptversammlung der Gesellschaft, die über die Feststellung des Jahresabschlusses für das zuvor abgelaufene Geschäftsjahr beschließt, für das abgelaufene Geschäftsjahr zur Zahlung fällig. Nachzahlungen sind mit Ablauf des sechsten Monats des Geschäftsjahres fällig, das auf das Geschäftsjahr folgt, in dessen Jahresabschluss erstmals entsprechender Ausschüttungsfähiger Gewinn für die Nachzahlung vorhanden ist.

Sofern Zahlungen für einen Zeitraum von weniger als einem Jahr zu leisten sind, erfolgt die Berechnung aufgrund der tatsächlich verstrichenen Tage im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Tage in dem jeweiligen Jahr ($\text{actual}/365$).

(b) Eine Vorzugsaktie gewährt ihrem Inhaber zudem das Recht, vorrangig vor der Zahlung von Dividenden an (einen) Inhaber von Stammaktien, für jedes Geschäftsjahr ab dem Zeitpunkt der Einzahlung des jeweiligen Nennbetrages (einschließlich) bis zum Tag der Rückzahlung (ausschließlich) eine variable Vergütung, Die variable Vergütung (Variable

Vorzugsdividende) bemisst sich nach dem Nettoertrag aus der Teileinheit Finanzierung vor Steuern gebucht im Jahresabschluss des jeweiligen Geschäftsjahres nach luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften in Übereinstimmung des Gesetzes vom 19. Dezember 2002 abzüglich der Festen Vorzugsdividende im Sinne des Artikels 23.3 (a) dieser Statuten.

In eine Formel gebracht, bedeutet dies folgendes:

Variable Vorzugsdividende: = (Nettoeinkommen aus Teileinheit Finanzierung vor Steuern Feste Vorzugsdividende)

Nettoeinkommen sind alle im Jahresabschluss verbuchten Erträge aus der Teileinheit Finanzierung (einschließlich realisierte Gewinne auf Vermögensgegenstände der Teileinheit Finanzierung) abzüglich aller im Jahresabschluss der Gesellschaft gebuchten Kosten, soweit diese nicht anderen Einkommensquellen direkt zurechenbar sind.

Es erfolgt keine nachträgliche Änderung der Variablen Vorzugsdividende, wenn der Jahresabschluss nachträglich geändert wird und sich unter Zugrundelegung des geänderten Jahresabschlusses eine niedrigere Variable Vorzugsdividende ergibt. Führt die nachträgliche Änderung des Jahresabschlusses zu einer höheren Variablen Vorzugsdividende, so bemisst sich die Variable Vorzugsdividende nach diesem höheren Betrag; der entsprechende Mehrbetrag ist innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach erfolgter Änderung des Jahresabschlusses fällig. Sofern Zahlungen für einen Zeitraum von weniger als einem Jahr zu leisten sind, erfolgt die Berechnung aufgrund der tatsächlich verstrichenen Tage im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Tage in dem jeweiligen Jahr (actual/365).

Neben der Festen und Variablen Vorzugsdividende hat der Inhaber von Vorzugsaktien keinen Anspruch auf Zahlung von weiteren Dividenden,

Vorbehaltlich des Vorausgehenden, wird generell keine Dividende, weder eine Abschlags- noch Sachdividende, ausbezahlt oder erklärt, noch wird irgendeine andere Ausschüttung oder Rückerstattung des Stammkapitals, des Emissionsaglos und Rücklagenkontos auf Grundlage der Stammaktien gemacht bis jegliche nach Maßgabe von Art. 23.3 zu zahlende Feste und Variable Vorzugsdividende vollständig gezahlt wurden ist.

23.4 Ist Ausschüttungsfähiger Gewinn in ausreichender Höhe vorhanden, um eine Feste und/oder Variable Vorzugsdividende ganz oder teilweise zahlen zu können, und entscheidet der alleinige Aktionär, oder im Falle einer Mehrheit von Aktionären die Hauptversammlung, keinen Ausschüttungsbeschluss bezüglich solch einer Vorzugsdividende zu erlassen, so ist der Dividendenbetrag, der dem jeweiligen Inhaber der Vorzugsdividende zusteht, automatisch einer verteilbaren Rücklage zuzuweisen, welche in einem Vorzugsaktien Rücklagenkonto verbucht ist.

Abschlagsdividenden können jederzeit unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

(i) der Vorstand fertigt einen Zwischenabschluss an;

(ii) dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven (inklusive Emissionsagios) zur Ausschüttung zur Verfügung stehen; es wird allgemein angenommen, dass der auszuschüttende Betrag, die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welche die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf;

(iii) die Entscheidung zur Ausschüttung der Abschlagsdividenden muss durch den Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten ab dem Tag des Zwischenabschlusses getroffen werden; und

(iv) in ihrem Bericht an den Vorstand müssen die externen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) soweit anwendbar prüfen, ob die oben genannten Bedingungen erfüllt wurden.

Art. 24. Auflösung und Liquidation.

24.1 Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss der Hauptversammlung unter Beachtung der für die Satzungsänderung geltenden Bestimmungen aufgelöst, worden. Die Hauptversammlung ernennt einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Aktionäre handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmt, ihre Anzahl, Befugnisse und Vergütung. Vorbehaltlich anderweitiger Entscheidungen durch die Hauptversammlung, haben die Liquidatoren die Befugnis, die Aktiva der Gesellschaft zu veräußern und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu erfüllen,

24.2 Der Mehrwert nach der Veräußerung der Aktiva und Erfüllung der Verbindlichkeiten (einschließlich Fester Vorzugsdividenden) wird unter den Aktionären wie folgt aufgeteilt:

(i) sofern Vorzugsaktien zu diesem Zeitpunkt noch ausgegeben und noch nicht zurückgezahlt sein sollten, ist der jeweilige Inhaber der Vorzugsaktie (im Verhältnis des Nennbetrages der von ihm gehaltenen Vorzugsaktien zum Gesamtnennbetrag aller noch ausstehenden Vorzugsaktien) zu einem Vorzugsrecht am Liquidationserlös berechtigt. Das anteilige Vorzugsrecht erstreckt sich der Höhe nach auf den Teil des Liquidationserlöses, der sich aus der Summe der folgenden Positionen ergibt:

(a) Gesamtnennbetrag aller noch ausstehenden Vorzugsaktien zuzüglich damit verbundener Emissionsaglos (falls vorhanden);

(b) Vorzugsaktien Rücklagenkonto,

(c) etwaiger fälliger und durch die Gesellschaft noch nicht gezahlter Fester oder Variabler Vorzugsdividenden nach Maßgabe von Art 23,3 (insgesamt der Liquidationsbetrag)

Der Gesamtrückzahlungsbetrag der Vorzugsaktien kann per Beschluss der Vorzugsaktionäre in Geldwert oder durch Ausgabe der Vermögenswerte der Teileinheit Finanzierung erfolgen.

Der Gesamtrückzahlungsbetrag ist jedoch auf den auf die Teileinheit Finanzierung entfallenden Unternehmenswert der Gesellschaft zum Rückzahlungszeitpunkt unter Berücksichtigung des Jahresabschlusses beschränkt, der für das mit dem Rückzahlungszeitpunkt endende Geschäftsjahr der Gesellschaft zu ermitteln ist, insoweit dieser niedriger ist, als der unter (ii) (a) - (c) ermittelte Gesamtrückzahlungsbetrag.

Sollte das rechtlich ausschüttungsfähige Vermögen im Sinne des Art.72 (1) des Gesetzes nicht ausreichen, um den Gesamtrückzahlungsbetrag der Vorzugsaktien in Geldwert oder Sachwerten zu bezahlen, ist dieser, sobald ein rechtlich ausschüttungsfähiges Vermögen vorhanden ist, unverzüglich, zuzüglich eines Verzugszins, zu begleichen. Der Verzugszins wird zum Rückzahlungszeitpunkt zwischen der Gesellschaft und den Vorzugsaktionären vereinbart. Der Verzugszins ist an marktconformen Zinssätzen auszurichten. Der Rückzahlungsbetrag ist zum Zeitpunkt der Rückzahlung im Verhältnis des jeweiligen Nennbetrages einer noch ausgegebenen Vorzugsaktie zum Gesamtnennbetrag der noch ausgegebenen Vorzugsaktien aufzuteilen.

(ii) jeglicher Mehrbetrag wird dem/den Inhaber(n) der Stammaktien zugewiesen.

Als Folge der vorangehenden Bestimmungen hat/haben der/die Inhaber der Vorzugsaktien abgesehen von dem zuvor erwähnten Vorzugsrecht kein Anrecht auf Teilnahme an sonstigen Liquidationserlösen.

Art. 25. Allgemeine Bestimmungen.

25.1 Mitteilungen und Benachrichtigungen können angefertigt oder es kann darauf verzichtet werden.

25.2 Vollmachten können in der oben beschriebenen Weise erteilt werden. Vollmachten im Zusammenhang mit einer Vorstandssitzung können von einem Vorstandsmitglied, in Obereinstimmung mit den vom Vorstand genehmigten Bedingungen, erteilt werden.

25.3 Unterschriften können handschriftlich oder aber in elektronischer Form geleistet werden, vorausgesetzt es werden alle gesetzlichen Erfordernisse für handschriftliche Unterschriften entsprechend erfüllt.

25.4 Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des Gesetzes und, vorbehaltlich einer jeden unabdingbaren Regelung des Gesetzes, jeder Vereinbarung die die Aktionäre in der Zwischenzeit eingehen.

Luxemburg, den 9. April 2014.

FÜR GLEICHLAUTENDE SATZUNG

Henri HELLINCKX

Notar

Référence de publication: 2014063797/1086.

(140073701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mai 2014.

Columeta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 72.286.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deuxième jour du mois de janvier.

Par devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

- GROUPE MARECHAL S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-8287 Kehlen, 14, Zone Industrielle, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.267,

ici représentée par son gérant technique, Monsieur Nico MARECHAL, entrepreneur, demeurant à L-9189 Vichten, 1, Um Knapp.

I.- Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle est la seule et unique associée de la société «COLUMETA S.à r.l.», une société à responsabilité limitée avec siège social à L-8184 Kopstal, 1a, rue de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 72.286, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 octobre 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1009 du 29 décembre 1999, et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, alors notaire de résidence à Rambrouch, en date du 5 février 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 707 du 2 avril 2010 (ci-après la "Société").

II.- Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes entièrement libérées et appartenant à l'associée unique pré-qualifiée.

III. L'associée unique pré-qualifiée, représentée comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, s'est réunie en assemblée générale extraordinaire à laquelle elle se considère comme dûment convoquée et a pris les résolutions suivantes, qu'elle a demandé au notaire d'acter comme suit:

56352

Ordre du jour

1. Transfert du siège social de L-8184 Kopstal, 1a, rue de Luxembourg à L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle»;
2. Modification subséquente du premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société;
3. Divers.

Première résolution

L'associée unique a décidé de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société de son adresse actuelle de L-8184 Kopstal, 1a, rue de Luxembourg, à l'adresse suivante: L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'associée unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la Société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

Art. 5. (premier alinéa). «Le siège de la Société est établi dans la commune de Kehlen.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à huit cents euros (EUR 800,-).

DONT ACTE, fait et passé à Kehlen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la partie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. MARECHAL, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 23 janvier 2014. Relation: DIE/2014/1005. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 11 mars 2014.

Référence de publication: 2014036332/51.

(140041933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Effequatro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 65.608.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social le 11 mars 2014 à 16 heures.

Le conseil, après lecture de la lettre de démission de Monsieur Sandro CAPUZZO, demeurant professionnellement 19-21 Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, de sa fonction d'administrateur, prend acte de cette démission.

Le conseil coopte comme nouvel administrateur, avec effet à partir de ce jour, Monsieur Benoît DESSY demeurant professionnellement 20, Rue de la Poste - L-2346 Luxembourg, son mandat ayant la même échéance que celui de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

EFFEQUATRO S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2014036372/18.

(140041875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.

Prologis European Holdings XXIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 164.330.

Rectificatif du dépôt No L130202251 du 27/11/2013

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014036619/10.

(140041454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2014.
